

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2013-2014

---

13 MARS 2014

---

## Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière

(Déposée par M. Guido De Padt)

---

### DÉVELOPPEMENTS

#### Introduction

Le débat sur la définition des missions de base de la police est à nouveau d'actualité. Ce débat est indissociablement lié à celui portant sur le transfert de certaines tâches de police à des tiers, en particulier au secteur privé du gardiennage.

Ces deux débats sont également étroitement liés à la discussion sur l'allègement des charges administratives qui pèsent sur la police. Ces débats ne sont pas neufs, bien au contraire. Ils ont déjà été menés sur le fond lors de la décennie précédente, hélas sans beaucoup de résultats concrets.

Le gouvernement actuel a repris l'ambition à son compte et l'a inscrite dans son accord de gouvernement. Les notes de politique générale de la ministre de l'Intérieur précisent et développent les objectifs du gouvernement en la matière, ce qui a débouché sur un plan très ambitieux.

Preuve que le monde politique prend au sérieux la question des missions de base de la police et du transfert de certaines tâches à des tiers, le Parlement lui-même a organisé, fin 2012, une série d'auditions sur le transfert éventuel de tâches policières au secteur privé (1).

---

(1) Voir Chambre des représentants de Belgique, Rapport du 16 octobre 2012 relatif aux auditions sur le transfert de certaines tâches policières à des sociétés privées de gardiennage, doc. parl., Chambre 2012-13, n° 53-2446/001, à consulter sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be).

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2013-2014

---

13 MAART 2014

---

## Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

(Ingediend door de heer Guido De Padt)

---

### TOELICHTING

#### Inleiding

Het debat over de kerntaken van de politie is op dit moment opnieuw actueel. Dit debat is onlosmakelijk verbonden met het debat over de overheveling van politietaken aan derden, en in het bijzonder de private bewakingssector.

Beide hangen ook nauw samen met de discussie over de administratieve ontlasting van de politie. Deze discussies zijn niet nieuw, integendeel. Het afgelopen decennium werden ze al ten gronde gevoerd. Helaas zonder heel veel concrete resultaten.

De huidige regering trok de ambitie daarom door en nam ze op in haar regeerakkoord. De minister van Binnenlandse Zaken werkte in haar beleidsnota's de doelstellingen nog verder uit. Alles samen zorgt dit voor een heel ambitieus plan.

Ter verduidelijking van het feit dat het de politiek menens is met het kerntakendebat en de overheveling van politietaken aan derden, werden eind 2012 in het Parlement zelf een reeks hoorzittingen gehouden over de mogelijke overdracht van politietaken naar de private sector (1).

---

(1) Zie Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers, verslag hoorzittingen over de overdracht van bepaalde politiediensten aan private bewakingsfirma's, 16 oktober 2012, DOC 53 2446/001 te raadplegen op [www.dekamer.be](http://www.dekamer.be).

### **Plus d'agents supplémentaires, mais des missions essentielles et le transfert de certaines missions**

L'Open Vld propose trois pistes dans le cadre du débat sur les missions essentielles de la police : l'identification des missions essentielles, une réorganisation interne et une modernisation de la police, et un transfert des missions à des tiers et en particulier au secteur privé.

En tant que libéraux, nous estimons qu'il est urgent de trouver des solutions permettant de décharger les services de police de certaines tâches, afin qu'ils puissent se concentrer sur leurs missions essentielles. Il s'impose à cet effet de bien définir la répartition des tâches et d'adapter le cadre légal, l'objectif étant d'instaurer une collaboration en vue de l'avènement d'une société (plus) sûre moyennant un coût acceptable.

Cela fait longtemps que le secteur belge de la sécurité souhaite entamer des négociations en vue du transfert de certaines missions policières. La police et les syndicats sont également ouverts à la reprise de certaines tâches par le secteur privé. Ils l'ont tous confirmé lors des auditions organisées en commission de l'Intérieur de la Chambre au sujet des missions essentielles et du transfert de missions vers le secteur privé.

La première piste que nous proposons est celle d'un renforcement de l'efficacité et de l'efficience de la police, qui permettra de libérer une capacité importante pour le véritable travail policier au sein de la police même. Le transfert de certaines missions de police à des tiers – en particulier à d'autres services publics et au secteur privé – est la deuxième piste que nous envisageons dans le cadre de ce débat.

La présente proposition de loi vise à réaliser le transfert de missions policières vers le secteur privé. Elle modifie également la loi afin de donner une bouffée d'oxygène au secteur privé et de lui laisser une marge de manœuvre plus importante.

Il faut également tenir compte d'un autre facteur capital : le cadre du personnel de la police et le fait que la politique actuelle soit devenue intenable. Ces cinq dernières années, le nombre d'agents de police a augmenté de plus de 2 500 unités dans notre pays.

Alors que les effectifs de la police fédérale avaient diminué au cours des quatre premières années, ils sont revenus à leur niveau l'année dernière. Au cours de la même période, le nombre d'agents locaux a progressé.

### **Geen extra agenten meer, wel kerntaken en overheveling van taken**

Open Vld pleit voor drie sporen in het kerntakende-bat voor de politie : de bepaling van de kerntaken, een interne reorganisatie en modernisering van de politie en een overheveling van taken naar derden en in het bijzonder de private sector.

Wij liberalen zijn van mening dat er dringend oplossingen moeten worden gevonden om de politiediensten van sommige taken te ontlasten zodat ze zich op hun kerntaken kunnen concentreren. Hiervoor is een duidelijke taakverdeling en aanpassing van het wettelijk kader nodig. Samenwerken aan een veilige(re) samenleving tegen een aanvaardbare kostprijs is het uitgangspunt.

De beveiligingssector in België hoopt al langer onderhandelingen te kunnen starten over de overheveling van sommige politietaken. Ook de politie en de vakbonden staan open voor het overnemen van sommige taken door de privésector. Dat bevestigden ze allemaal tijdens de hoorzittingen in de Kamercommissie Binnenlandse Zaken over het kerntakende-bat en de overdracht van taken naar de private sector.

Een efficiëntere en effectievere politie waarbij heel wat capaciteit wordt vrijgemaakt voor het echte politiewerk binnen de politie zelf is alvast het eerste spoor dat wij aanduiden. Een overheveling van politietaken naar derden, andere overheidsdiensten en de private sector in het bijzonder, is dan het tweede spoor dat ons een uitweg biedt in dit debat.

Met dit wetsvoorstel willen wij werk maken van de overheveling van politietaken naar de private sector. Er worden ook wijzigingen aan de wet aangebracht om de private sector extra zuurstof en meer bewegingsruimte te geven.

Er speelt nog een belangrijke factor een rol : de personeelsformatie van de politie en de onhoudbaarheid van het huidige beleid. De afgelopen vijf jaar steeg het aantal politieagenten in ons land met meer dan 2 500 stuks.

Terwijl de federale politie in de eerste vier jaar haar aantal zag dalen, werd dat verlies vorig jaar gecompenseerd. In dezelfde periode steeg het aantal lokale agenten. Op het lokale niveau kwamen er in die periode

Au niveau local, 2 406 agents supplémentaires sont même venus grossir les rangs durant cette période. La police locale a enregistré 6 948 arrivées pour 4 542 départs (1).

Au total, la police intégrée a accueilli 2 078 agents de police supplémentaires en quatre ans. En 2012, ce sont encore près de 500 qui sont venus s'y ajouter. Et il y en a eu encore une bonne centaine de plus en 2013. Ces agents supplémentaires sont les bienvenus. Nous pouvons en faire un très bon usage, certainement à Bruxelles.

Nous ne pouvons malheureusement pas continuer à recruter des policiers supplémentaires. Les moyens budgétaires pour ce faire font tout simplement défaut. Nous devons désormais rechercher des solutions différentes, meilleures et plus innovatrices.

Au cours des cinq prochaines années, seul un agent sur treize ne sera pas remplacé. Environ 7 500 agents quitteront la police tandis que plus de 7 000 personnes seront recrutées. Ce chiffre est sensiblement plus élevé que ceux des autres services publics fédéraux. Dans ceux-ci, on ne procédera au remplacement que d'un agent sur trois.

On continue clairement à investir dans la sécurité. Et c'est une bonne chose. La sécurité est un droit fondamental. Mais il y a des limites à tout. Nous atteignons progressivement les limites de nos possibilités financières. Nous ne pouvons donc pas continuer à engager des gens. Des alternatives s'imposent.

Nous optons en faveur du transfert de missions au secteur privé. L'accompagnement des huissiers de justice n'est pas le seul transfert possible. La surveillance et l'accueil dans les bâtiments publics, le transport sécurisé de pièces judiciaires, le traitement administratif des infractions de roulage, la sécurisation de la signalisation des chantiers routiers, le gardiennage en consortium de parkings, la gestion des images vidéo, le transport de détenus, la simple surveillance des biens, la surveillance du périmètre de sécurité lors d'événements (par exemple, des festivals et des dancings, y compris la prévention des nuisances dans les espaces de stationnement fermés), la constatation de certains faits matériels (sans contact avec l'auteur de l'infraction, non pénal comme, par exemple, les sanctions administratives) et l'accueil des victimes sont d'autres possibilités qui doivent être examinées.

zelf 2 406 agenten bij. Terwijl er 6 948 instroomden, verlieten er maar 4 542 de lokale politie (1).

In totaal werd de geïntegreerde politie 2 078 politieagenten rijker op vier jaar tijd. In 2012 kwamen er nog eens bijna 500 bij. En in 2013 kwamen er nog ruim 100 bij. Deze extra agenten zijn meer dan welkom en we kunnen die ook zeer goed gebruiken. Zeker en vast in Brussel.

We kunnen deze lijn van extra politiemensen helaas niet blijven aanhouden. Daarvoor ontbreken gewoon de budgettaire middelen. We moeten nu op zoek naar andere, betere en meer innovatieve oplossingen.

De komende vijf jaar wordt slechts één agent op dertien niet vervangen. Er zullen om en bij de 7 500 politieagenten verdwijnen terwijl er ruim 7 000 worden aangeworven. Dit cijfer is opmerkelijk hoger dan de cijfers voor de andere federale overheidsdiensten. Daar wordt slechts één op drie vervangen.

Er wordt duidelijk blijvend geïnvesteerd in veiligheid. En dat is een goede zaak. Veiligheid is een basisrecht. Maar aan alles zijn limieten. Hier komen we stilaan aan de grenzen van onze financiële mogelijkheden. We kunnen dus niet blijven mensen aanwerven. Alternatieven zijn noodzakelijk.

Wij opteren voor de overheveling van taken naar de private sector. De begeleiding van gerechtsdeurwaarders is niet de enige mogelijke overdracht. Andere mogelijkheden die moeten worden overwogen betreffen de bewaking van en het onthaal bij openbare gebouwen, beveiligd vervoer van gerechtsstukken, administratieve afhandeling van verkeersovertredingen, beveiligen signalisatie bij wegenwerken, consortiumbewaking op parkings, het beheer van camerabeelden, het transport van gedetineerden, zuivere bewaking van goederen, perimeterbewaking bij evenementen (bijvoorbeeld festivals en dancings, met inbegrip van het voorkomen van overlast in afgesloten parkeerruimtes), vaststelling van bepaalde materiële feiten (zonder contact met overtreder, niet strafrechtelijk zoals bijvoorbeeld administratieve sancties) en slachtofferonthaal.

(1) Question écrite n° 5-6063 du Sénateur Guido De Padt, du 13 avril 2012, à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, consultable sur le site [www.senate.be](http://www.senate.be).

(1) Schriftelijke vraag nr. 5-6063 van Senator Guido De Padt d.d. 13 april 2012 aan de Vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke kansen, te raadplegen op [www.senate.be](http://www.senate.be).

En l'occurrence, il est à noter qu'il y a d'ores et déjà unanimité quant au transfert d'une série de missions. C'était déjà le cas en 2006, mais cet exercice n'a jamais pu être transposé en pratique.

Cela revient, selon nous, à définir le rôle public de la sécurité privée. Le gardiennage privé doit être reconnu comme un acteur à part entière de la politique menée en matière de sécurité. Cette évolution découle d'ailleurs d'une nouvelle réalité sur le terrain et du contexte social différent.

## **Un gouvernement et une ministre ambitieux**

### ***L'accord de gouvernement***

Aux termes de l'accord de gouvernement, la présence policière dans les rues sera renforcée (« plus de bleu dans les rues »). Le gouvernement prendra les mesures adéquates pour répondre à la pénurie de personnel découlant, notamment, des départs à la retraite (politique du personnel moderne). L'organisation de la police intégrée sera simplifiée, de sorte que les agents de police pourront davantage se concentrer sur leurs priorités au service des citoyens (missions clés et modernisation). En outre, l'échange d'informations policières sera amélioré (une police guidée par l'information).

Une clarification du rôle de l'ensemble des acteurs, publics et privés, de la sécurité sera réalisée pour améliorer les partenariats. Des solutions seront recherchées afin de libérer la police de certaines tâches administratives, mais aussi opérationnelles, comme entre autres la surveillance des bâtiments publics, des palais de justice, des ambassades, du transfert de détenus. Elle se concentrera ainsi sur les tâches clés telles que redéfinies par le gouvernement (1).

### ***Notes de politique générale « Intérieur »***

Dans ses notes de politique, la ministre indique que le secteur de la sécurité privée peut jouer un rôle non négligeable dans le domaine de la sécurité tout en n'oubliant pas que le maintien de l'ordre est la mission première de l'État.

Elle rappelle par ailleurs que le gouvernement entend clarifier le rôle de tous les acteurs, publics et privés, de la sécurité afin d'améliorer les partenariats. Des solutions seront recherchées pour décharger la police de certaines

Er valt hier op te merken dat over een reeks taken eensgezindheid bestaat om ze over te hevelen. Dat was al zo in 2006. Maar die oefening werd nooit omgezet in de praktijk.

Het komt er volgens ons op aan de publieke rol van de private veiligheid te definiëren. De private bewaking moet worden erkend als een volwaardige speler in het veiligheidsbeleid. Dit is trouwens het gevolg van de gewijzigde realiteit op het terrein en de veranderde maatschappelijke context.

## **Ambitieuze regering en minister**

### ***Het regeerakkoord***

Volgens het regeerakkoord zal de aanwezigheid van politie op straat worden versterkt (meer blauw op straat). De regering zal de gepaste maatregelen nemen om een antwoord te bieden op het personeelstekort als gevolg van onder meer de pensioneringen (modern personeelsbeleid). De organisatie van de geïntegreerde politie zal worden vereenvoudigd, zodat de politieagenten zich meer op hun prioriteiten ten dienste van de burgers kunnen richten (kerntaken en modernisering). Tevens zal de uitwisseling van politie-informatie worden verbeterd (informatiegestuurde politie).

De rol van alle actoren, publieke en private, inzake veiligheid zal worden verduidelijkt om de partnerschappen te verbeteren. Oplossingen zullen worden gezocht om de politie te bevrijden van bepaalde administratieve taken, maar ook van bepaalde operationele taken, zoals het bewaken van openbare gebouwen, gerechtsgebouwen, ambassades, het overbrengen van gedetineerden. Aldus zal de politie zich concentreren op de kerntaken zoals ze door de regering zullen worden gherdefinieerd (1).

### ***Beleidsnota's Binnenlandse Zaken***

In haar beleidsnota's stelt de minister dat de sector van de private veiligheid een niet onbelangrijke rol kan spelen in het domein van de veiligheid zonder evenwel uit het oog te verliezen dat het bewaren van de orde een wezenlijke opdracht is van de Staat.

Zij herinnert er aan dat de regering de rol van alle private en publieke actoren werkzaam in het domein van de veiligheid, wenst te verduidelijken teneinde de samenwerking te verbeteren. Er zullen oplossingen

(1) Elio Di Rupo, *Projet de déclaration de politique générale*, 1<sup>er</sup> décembre 2011, p. 145-6.

(1) Elio Di Rupo, *Ontwerpverklaring over het algemeen beleid*, 1 december 2011, blz. 145-6.

tâches et lui permettre de se concentrer sur ses missions premières.

Pour impliquer, par ailleurs, utilement et prudemment le secteur de la sécurité privée dans cet exercice, il est nécessaire, selon la ministre, d'améliorer la qualité et les possibilités de contrôle des services fournis par le secteur de la sécurité privée et particulière, et de moderniser certaines de ses tâches.

Certaines de ces nouvelles tâches requièrent un encadrement adapté ; c'est notamment le cas des missions de gardiennage en milieu hospitalier.

La ministre indique par ailleurs que la politique visant à renforcer la présence des policiers en rue sera poursuivie et accentuée. La police locale constitue un acteur essentiel de la sécurité due aux citoyens et doit pouvoir se concentrer sur ses missions essentielles et ses fonctionnalités de base. L'objectif de 2013 est de renforcer la capacité opérationnelle et la présence sur le terrain.

La dynamique visant à alléger les tâches administratives, enclenchée par les directives du 1<sup>er</sup> décembre 2006, sera redéployée et évaluée avec le concours du Conseil fédéral de police.

Il s'agit dans ce cadre non seulement d'éviter aux policiers de devoir accomplir des tâches qui pourraient plus opportunément être prises en charge par d'autres services, mais également d'alléger le poids administratif qu'emporte l'exercice de tâches de nature policière. Les tâches seront réparties de manière optimale entre les différents acteurs (1).

### *Un secteur privé impatient*

Comme cela a déjà été mentionné, le secteur de la sécurité en Belgique est prêt depuis longtemps à débiter les négociations sur le transfert de certaines tâches policières. Au cours des auditions, les représentants du secteur ont indiqué qu'ils souhaitaient participer activement au débat sur les tâches clés, par le biais d'un dialogue ouvert avec toutes les parties concernées (2).

(1) Joëlle Milquet, *Note de politique générale Intérieur*, Chambre des représentants, 30 décembre 2011, doc. parl. Chambre 2011-12, n° 53-1964/026, p. 28, 36 et 38, et Joëlle Milquet, *Note de politique générale Intérieur*, Chambre des représentants, 21 décembre 2012, doc. parl. Chambre 2012-13, n° 53-2586/014, p. 50, 59 et 61.

(2) Chambre des représentants de Belgique, *Rapport sur les auditions sur le transfert de certaines tâches policières à des sociétés privées de gardiennage*, 16 octobre 2012, doc. 53 2446/001, p. 4-8.

worden gezocht om de politie te ontlasten van sommige taken zodat ze zich kunnen concentreren op hun voornaamste taken.

Om bovendien op een nuttige en voorzichtige wijze de sector van de private veiligheid te kunnen betrekken bij deze oefening, is het volgens de minister nodig de kwaliteit te verhogen en de controle mogelijkheden op de door de sector van de private en particuliere veiligheid verleende diensten te verhogen en sommige taken die zij uitvoeren te moderniseren.

Sommige van deze nieuwe taken vereisen een aangepaste omkadering. Dit is onder meer het geval met de bewakingsopdrachten in een ziekenhuisomgeving.

Verder stelt de minister dat het beleid ter bevordering van de aanwezigheid van de politie op straat zal worden voortgezet en geïntensifieerd. De lokale politie vormt een cruciale factor voor de nodige veiligheid van de burger en moet zich kunnen focussen op haar kerntaken en basisfunctionaliteiten. De doelstelling voor 2013 is het versterken van de operationele capaciteit en de aanwezigheid op het terrein.

De dynamiek ter verlichting van de administratieve taken, op gang gebracht door de richtlijnen van 1 december 2006, krijgt een hernieuwd elan en zal worden geëvalueerd in samenwerking met de Federale Politieraad.

In dat verband is het niet enkel de bedoeling te voorkomen dat de politieagenten taken moeten vervullen die beter ten laste zouden kunnen worden genomen door andere diensten, maar ook de administratieve last te verlichten die gepaard gaat met de uitoefening van taken van politieke aard. Een optimale verdeling van de taken onder de verschillende actoren zal worden vastgelegd (1).

### *Popelende private sector*

Zoals reeds vermeld staat de beveiligingssector in België al langer klaar om onderhandelingen te starten over de overheveling van sommige politietaken. Tijdens de hoorzittingen stelde de sector dat ze actief willen deelnemen aan het kerntakendebate, via een open dialoog met alle betrokken partijen (2).

(1) Joëlle Milquet, *Algemene beleidsnota Binnenlandse Zaken*, Kamer van volksvertegenwoordigers, 30 december 2011, DOC 53-1964/026, blz. 28, 36 & 38, en Joëlle Milquet, *Algemene beleidsnota Binnenlandse Zaken*, Kamer van volksvertegenwoordigers, 21 december 2012, DOC 53-2586/014, blz. 50, 59 & 61.

(2) Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers, *verslag hoorzittingen over de overdracht van bepaalde politiediensten aan private bewakingsfirma's*, 16 oktober 2012, DOC 53 2446/001, blz. 4 - 8.

Ils estiment qu'ils peuvent apporter une perspective nécessaire, spécifique, positive et complémentaire à ce débat par leur expertise (Belgique et étranger) et leur professionnalisme (grâce à vingt-deux ans de législation, à des investissements propres, à un label de qualité propre et aux normes sectorielles).

Ils ne souhaitent pas toucher aux tâches clés de la police. Bien qu'il s'agisse d'entreprises commerciales, elles poursuivent une vision responsable en termes de sécurité et de société et qui recherchent, dès lors, le juste équilibre entre la réalité économique et le cadre réglementaire, moyennant une situation gagnant-gagnant pour toutes les parties concernées.

Ils notent que la collaboration entre la police et le gardiennage privé est une réalité depuis des années au niveau national et local, par le biais d'accords ponctuels ou concrets, entraînant des résultats positifs (événements, transport de valeurs, gardiennage en consortium, groupes itinérants de malfaiteurs, centrales d'alarme, ambassades, etc.).

Aujourd'hui, l'activation du débat sur les tâches clés est un élément positif. Le secteur renvoie ainsi à l'accord gouvernemental, au Plan national de Sécurité 2012-2015, au débat au sein de la Chambre, au débat au sein de la police, au débat au sein du secteur, ainsi qu'à la concertation entre le secteur et la ministre de l'Intérieur.

Les entreprises de gardiennage peuvent exécuter certaines tâches complémentaires et nouvelles sur plusieurs plans : soutien de la police (tâches administratives, opérationnelles, logistiques en matière de prévention) déchargement de la police via un transfert (tâches administratives, opérationnelles et logistiques en matière de prévention), déchargement d'autres acteurs publics responsables de la sécurité.

Se pose tout d'abord la question de savoir ce qui est nécessaire. Il faut disposer d'un cadre réglementaire clair, avec description exacte des compétences, modalités d'exécution, possibilités d'évaluation, possibilités de correction.

En cas de collaboration avec la police et moyennant un soutien à la police, un accord de coopération transparent sous l'égide de la police doit être conclu, avec des évaluations et des révisions régulières.

Par ailleurs, cela doit se faire toujours en poursuivant les objectifs ci-dessous : une meilleure sécurité, une

Zij menen dat zij een noodzakelijke, specifieke, positieve en aanvullende bijdrage tot dit debat kunnen leveren op grond van hun expertise (zowel in België als in het buitenland) en hun professionaliteit (dankzij tweeëntwintig jaar wetgeving, eigen investeringen, een eigen kwaliteitslabel en de sectornormen).

Zij wensen ook niet te raken aan de kerntaken van de politie. Ze merken op dat hoewel zij commerciële ondernemingen zijn, dat zij een verantwoordelijke visie op veiligheid en samenleving hanteren. Zij streven derhalve een correcte balans na tussen de economische realiteit en het regelgevende kader, waar alle betrokken partijen bij winnen.

Ze merken op dat reeds geruime tijd de politie en de privébewakingsondernemingen met goed gevolg samenwerken, zowel nationaal als lokaal, via eenmalige of concrete overeenkomsten (happenings, waardentransport, consortiumbewaking, rondtrekkende criminele bendes, meldkamers, ambassades, enz.).

Dat het kerntakendebat momenteel nieuw leven wordt ingeblazen, is volgens hen een positief element. De sector verwijst in dat verband ook naar het regeerakkoord, het Nationaal Veiligheidsplan 2012-2015, het debat in de Kamer, binnen de politie en binnen de sector, alsook naar het overleg tussen de sector en de minister van Binnenlandse Zaken.

De bewakingsondernemingen kunnen op meerdere vlakken welbepaalde aanvullende en nieuwe taken uitvoeren : ondersteunen van de politie (administratieve, operationele, logistieke taken op het vlak van preventie), ontlasten van de politie via de overheveling van taken (administratieve, operationele en logistieke taken op het vlak van preventie) en ontlasten van andere overheidsspelers op het vlak van veiligheid.

Eerst en vooral rijst de vraag welke middelen vereist zijn. In de eerste plaats moeten we beschikken over een duidelijk regelgevend kader, waarin de bevoegdheden, de nadere uitvoeringsregels, de evaluatiemogelijkheden en de bijsturingmogelijkheden duidelijk zijn omschreven.

Bij samenwerking met en ondersteuning door de politie moet een transparant samenwerkingsakkoord, onder de leiding van de politie, worden afgesloten met regelmatige evaluaties en bijsturing rondes.

Bij de tenuitvoerlegging moeten we steeds oog hebben voor de volgende doelstellingen : een betere veiligheid,

sécurité bien exécutée, avec des services de qualité, un avantage de coût (coût total, y compris coûts de formation, de supervision, de remplacement, de maladie, *etc.*), une grande employabilité et une flexibilité élevée, une création réelle d'emplois et une intégration sur le marché de l'emploi, un déchargement de la police et d'autres autorités.

Ils soulignent qu'il existe trois pistes possibles pour permettre un transfert de charge vers les services de gardiennage. Tout d'abord, grâce à une meilleure exécution, à plus grand échelle, des tâches déjà existantes, en d'autres termes une définition ou interprétation plus large de la loi du 10 avril 1990.

Deuxièmement, par le biais d'un assouplissement de certaines conditions restrictives pour l'exécution de tâches déjà autorisées. Il s'agit, autrement dit, d'une exécution plus approfondie de la loi du 10 avril 1990 (par exemple, aujourd'hui, selon la loi, les agents de gardiennage ne peuvent recevoir des instructions que de leurs dirigeants).

La troisième possibilité consiste à insérer dans la loi du 10 avril 1990 une série de tâches complémentaires. La présente proposition de loi s'inscrit dans cette troisième perspective et dans le prolongement des objectifs mentionnés plus haut.

Les propositions formulées par le secteur du gardiennage sont des pistes de réflexion qui visent à engager et à enrichir le débat. Le secteur est toutefois prêt à mettre ces propositions en œuvre afin de soutenir ou de décharger la police ainsi que d'autres acteurs publics.

Les propositions sont basées soit sur des tâches qui sont déjà exécutées aujourd'hui, soit sur des exemples issus de l'étranger, soit sur des entretiens informels avec la police ou avec d'autres acteurs, soit encore sur la concertation en cours entre le secteur et la ministre de l'Intérieur.

Voici quelques exemples de tâches liées à la police ou à la justice : gardiennage d'un plus grand nombre de bâtiments publics (ambassades, tribunaux, bâtiments de police, casernes, autres bâtiments publics) ; accueil sécurisé, par exemple au niveau de palais de justice, de bâtiments de police, de centres d'asile, de centres pour jeunes, de casernes ; gestion de prisons, de centres d'asile ou de centres de psychiatrie légale (c'est-à-dire la sécurité à l'intérieur et aux abords de ces bâtiments) ; contrôle des frontières ; transport sécurisé de documents judiciaires ; appui technique et technologique aux missions de la police ; apport d'une aide en matière

een naar behoren tot stand gebrachte veiligheid met een kwaliteitsvolle dienstverlening, een kostenvoordeel (totale kostprijs, met inbegrip van de kosten voor opleiding, toezicht, vervanging, ziekte, enz.), een ruime inzetbaarheid en sterke flexibiliteit, echte banencreatie en integratie in de arbeidsmarkt, werklastvermindering voor de politie en andere overheden.

Ze wijzen er op dat de taken op drie manieren naar de bewakingsondernemingen kunnen worden overgeheveld. Ten eerste door een betere invulling op grotere schaal van de reeds bestaande taken, met andere woorden een ruimere omschrijving of uitlegging van de wet van 10 april 1990.

Ten tweede via een versoepeling van bepaalde restrictieve voorwaarden voor het vervullen van reeds toegestane taken, m.a.w. een meer doorgedreven uitvoering van de wet van 10 april 1990 (in de huidige stand van zaken mogen de bewakingsagenten volgens de wet bijvoorbeeld alleen van hun eigen leidinggevenden instructies krijgen).

De derde mogelijkheid bestaat in de aanvulling van de wet van 10 april 1990 met een aantal aanvullende taken. Dit wetsvoorstel past in deze derde piste en de hierboven vermelde doelstellingen.

De voorstellen die de bewakingssector heeft aange-reikt zijn denkpistes om het debat te voeren en te verrijken. De sector is wel bereid tot implementatie van die voorstellen om de politie en andere overheden te steunen of te ontlasten.

De voorstellen zijn gestoeld op taken die momenteel reeds worden uitgevoerd, op voorbeelden uit het buitenland, informele gesprekken met de politie en met andere actoren, of nog op overleg tussen de sector en de minister van Binnenlandse Zaken.

Hierna volgen voorbeelden van taken die verband houden met politie en justitie : bewaking van meer overheidsgebouwen (ambassades, rechtbanken, politiegebouwen, kazernes, andere overheidsgebouwen) ; onthaal voor veiligheidsdoeleinden in overheidsgebouwen, zoals gerechtsgebouwen, politieggebouwen, asielcentra, jeugdinstanties en kazernes ; beheer van gevangenen asielcentra of forensische psychiatrische centra (dit wil zeggen veiligheid in en rond die gebouwen) ; grenscontroles ; beveiligd vervoer van gerechtsstukken ; technische en technologische ondersteuning van politietaken ; ondersteunende rol voor het waarborgen

de sécurité routière (gestion des radars automatiques, assistance lors de certains contrôles routiers, aide au constat d'accidents ayant entraîné uniquement des dommages matériels, balisages et signalisation de problèmes de circulation) ; patrouilles mobiles dans des zones commerçantes et résidentielles, y compris sur la voie publique ; rôle de soutien lors du transfert de détenus ; utilisation accrue de chiens limiers et de détection ; cogestion d'images prises par des caméras donnant sur la voie publique ; gestion de bracelets électroniques ; accompagnement d'huissiers de justice ; assistance lors de rassemblements populaires (cortèges, fêtes foraines, compétitions sportives, événements, etc.) ; gardiennage de parkings le long des autoroutes ; rôle accru en matière d'observation, de signalisation ou de transfert aux instances compétentes de faits pertinents concernant des phénomènes d'insécurité ; élargissement des tâches de contrôle d'accès (*erga omnes*) et explicitation des « fouilles » (à titre préventif) ; élargissement des compétences en matière de contrôle d'identité à titre préventif ; élargissement des compétences en matière de constats.

Le secteur affirme très justement que la sécurité privée et son approche en Belgique (et en Europe) entrent dans une nouvelle phase. La question fondamentale n'est plus de savoir comment réglementer le secteur privé de la sécurité, mais bien de savoir comment définir et activer le rôle public de la sécurité privée.

Le débat sur les tâches clés et le rôle du gardiennage privé sur ce plan n'est plus à ses débuts, mais une conséquence de la réalité et du contexte social qui ont changé (ce ne sont plus ceux de 1990).

Si le rôle public de la sécurité privée est défini, il doit l'être de préférence de façon globale et structurée, alors qu'il est jusqu'à présent trop fragmentaire et trop *post-factum*. Il serait dès lors intéressant d'aboutir à une définition générale dans la législation qui fixe le nouveau rôle du gardiennage privé, voire d'insérer un principe de subsidiarité dans la loi. La présente proposition de loi instaure ce principe.

Le gardiennage privé doit en effet être reconnu comme un acteur à part entière dans la politique nationale de sécurité. Le gardiennage privé doit être capable de remplir pleinement son rôle actuel (et futur). La présente proposition de loi s'inscrit dans le droit fil de cette préoccupation.

van de verkeersveiligheid (beheer van flitspalen, ondersteuning bij welbepaalde verkeerscontroles, ondersteuning bij de vaststelling van verkeersongevallen met louter materiële schade, bebakeningen of melding van verkeersproblemen) ; mobiele patrouilles in winkel- en woonzones, ook op de openbare weg ; ondersteuning bij de overbrenging van gedetineerden ; medebeheer van het beeldmateriaal van camera's op de openbare weg ; beheer van elektronische enkelbanden ; begeleiding van gerechtsdeurwaarders ; ondersteuning bij volkstoelopen (optochten, kermissen, sportwedstrijden, happenings enzovoort) ; bewaking van parkeerplaatsen langs de autosnelwegen ; grotere rol inzake het waarnemen, melden of doorgeven aan de bevoegde instanties van relevante feiten inzake onveiligheid ; verruiming van taken inzake toegangscontrole (*erga omnes*) en verduidelijking van de (preventieve) fouillering ; verruiming van de bevoegdheden inzake preventieve identiteitscontrole ; verruiming van de vaststellingsbevoegdheden.

De sector stelt terecht dat het vraagstuk van de veiligheid van privépersonen en de benadering ervan in België (en in Europa) nu een nieuwe fase ingaat. De hamvraag luidt niet langer hoe we de private veiligheidssector kunnen reglementeren. De vraag is hoe we de publieke rol van de private veiligheid kunnen omschrijven en implementeren.

Het kerntakendebat en het debat over de rol van de privébewaking op dat vlak komen ook niet zomaar uit de lucht vallen, maar zijn het uitvloeisel van de gewijzigde realiteit en maatschappelijke context (die niet meer die van 1990 zijn).

De omschrijving van de politieke rol van de privébewaking moet bij voorkeur alomvattend en gestructureerd worden opgevat. In de huidige stand van zaken is die definitie te fragmentarisch en loopt ze te sterk de feiten achterna. Het ware derhalve interessant in de wetgeving een algemene definitie op te nemen die de nieuwe rol van de privébewaking vastlegt, of nog een subsidiariteitsbeginsel in de wet in te voegen. Onderhavig wetsvoorstel voert dat beginsel in.

De privébewaking moet inderdaad worden erkend als een volwaardige speler in het nationaal veiligheidsbeleid. De privébewaking moet bij machte zijn haar huidige (en toekomstige) rol naar behoren te vervullen. Dit wetsvoorstel past in dat streven.



L'objectif n'est toutefois nullement de remplacer la police, mais bien d'identifier les missions supplémentaires susceptibles d'être confiées à un secteur du gardiennage extrêmement bien contrôlé et réglementé. Le secteur songe surtout en la matière à des missions d'appui préventif et administratif. Il ne s'agit donc pas de tâches d'intervention réactive ni de missions d'enquête.

Le secteur de la sécurité privée est très porteur en matière d'emploi. Il est par ailleurs très actif sur le plan de l'insertion des groupes défavorisés. Il existe déjà actuellement dans le secteur public des statuts comme ceux de gardien de la paix ou de steward hospitalier. Ces personnes pourraient également se voir offrir un parcours d'emploi au sein de la sécurité privée.

### *Soutien de la communauté scientifique*

Le professeur Marc Cools, VUB, unité de Criminologie (SCRI), a souligné, au cours des auditions, que la sécurité privée n'était pas une question neuve ou récente. Il estime qu'il importe aujourd'hui de noter que tout le discours sur la sécurité a changé.

On a pris conscience du fait que l'on ne peut purement et simplement opposer la sécurité publique — mission clé des autorités — et la sécurité privée. Depuis 1999, on applique le concept de « sécurité intégrale ». Cette notion implique que la demande du citoyen va au-delà de la criminalité et s'étend au sentiment d'insécurité et aux nuisances.

La chaîne de sécurité, intégrant à la fois la prévention et le suivi, constitue un deuxième élément de la sécurité intégrale. La possibilité d'un partenariat public-privé en matière de sécurité constitue un troisième élément du concept. Aussi importe-t-il de prendre la sécurité intégrale comme point de départ.

Il ressort en outre notamment des Livres blancs relatifs à la sécurité privée publiés sous les présidences française, suédoise et belge de l'Union européenne que l'évaluation du modèle est positive.

Ce professeur indique que la « sécurité modale » est un deuxième concept scientifique. Un projet de recherche est actuellement en cours dans ce domaine portant sur le port d'Anvers. La notion implique que les autorités ne doivent pas être les seules à assurer la sécurité d'infrastructures critiques, telles que le port

Het is echter geenszins de bedoeling om de politie te vervangen, maar om bijkomende taken te kaderen die kunnen uitgevoerd worden door een zeer goed gecontroleerde en gereguleerde bewakingssector. De sector kijkt daarbij zelf vooral naar preventieve en administratieve ondersteunende taken. Het gaat dus niet om de reactieve, interveniërende opdrachten of onderzoekstaken.

De sector van de private veiligheid biedt heel wat tewerkstelling en werkt ook heel hard aan de inschakeling van de kansengroepen. Vandaag bestaan in de publieke sector al statuten zoals de gemeenschapswachten en de ziekenhuisstewards. Ook binnen de private veiligheid kan aan die mensen een jobtraject worden aangeboden.

### *Steun uit wetenschappelijke hoek*

Professor dr. Marc Cools van de VUB, vakgroep Criminologie (SCRI), onderstreepte tijdens de hoorzittingen dat private veiligheid geenszins een nieuw of recent gegeven is. Het is volgens hem vandaag van belang te noteren dat het hele discours over veiligheid veranderd is.

Het besef is gegroeid dat we niet zomaar de publieke veiligheid — als kerntaak van de overheid — kunnen afzetten tegen de private veiligheid. Sedert 1999 geldt het concept van de « integrale veiligheid ». Dat begrip impliceert dat de vraag van de burger naar veiligheid ruimer is dan enkel de criminaliteit, maar zich ook uitstrekt tot het onveiligheidsgevoel en de overlast.

Een tweede element binnen de integrale veiligheid is het werken met een veiligheidsketen waar ook de preventie en de nazorg deel van uitmaken. Een derde element van het concept is het gegeven dat publiek-private samenwerking inzake veiligheid mogelijk moet zijn. Het is dus van belang de integrale veiligheid als uitgangspunt te nemen.

Dat het model bovendien positief wordt geëvalueerd, bleek onder meer uit de white papers over private veiligheid onder het Franse, het Zweedse en het Belgische EU-voorzitterschap.

Een tweede wetenschappelijk concept is volgens de professor de « modale veiligheid ». Momenteel loopt daarover een onderzoeksproject over de haven van Antwerpen. Het begrip houdt in dat niet enkel de overheid moet instaan voor de veiligheid van de kritische infrastructuur, zoals de Antwerpse haven. Ook het

d'Anvers. Les entreprises et les acteurs privés doivent également y être associés.

Il fait également observer qu'il ressort d'une étude de 2004, concrétisée sous la forme d'une enquête menée auprès du secteur privé et des services de la police locale et fédérale, que les milieux académiques se trompent souvent de discussion en parlant de « privatisation ».

Cette notion est totalement fautive, étant donné qu'il s'agit bien davantage d'une sous-traitance, les autorités conservant la régie et pouvant sous-traiter un certain nombre de tâches en matière de sécurité. L'étude a fait apparaître que ce sont essentiellement les services de la police locale qui demandaient à sous-traiter certaines tâches policières non spécifiques (1). La présente proposition de loi s'inscrit dans le cadre de cet objectif.

### *Ce n'est pas la première réflexion qui est menée*

Comme il a déjà été observé, ce n'est pas la première fois que nous menons une réflexion à ce sujet. En 2006, une série de propositions avaient été déposées concernant le transfert de tâches policières aux entreprises de gardiennage privé. Nous avons alors également consulté la police locale, la police fédérale et les entreprises de gardiennage. À l'époque, nous avons déjà fait certaines constatations.

Le groupe de travail « police locale » avait conclu qu'un grand nombre de tâches administratives étaient accomplies pour le compte des autorités judiciaires, ce qui absorbait des capacités et n'était pas toujours efficace. Il s'imposait de revoir certaines procédures judiciaires ayant un impact administratif policier.

Un premier exemple concernait la remise de pièces en matière pénale, effectuée par des huissiers pendant les heures de bureau. Si les huissiers ne trouvent pas l'intéressé et que ce dernier ne peut dès lors pas signifier les pièces, celles-ci sont transmises à la police locale, qui les remet à l'intéressé lorsqu'elle le trouve.

Le groupe de travail « police locale » a recommandé de déléguer les activités suivantes à des entreprises privées :

— toutes les missions de simple gardiennage (y compris la surveillance de nuit, la conciergerie et les fonctions d'accueil) aux abords et à l'intérieur de bâtiments publics ;

(1) Chambre des représentants de Belgique, Rapport sur les auditions sur le transfert de certaines tâches policières à des sociétés privées de gardiennage, 16 octobre 2012, doc. 53 2446/001, p. 10-13.

bedrijfsleven en de private actoren moeten daarbij betrokken worden.

Hij merkt ook op dat uit een onderzoek van 2004, in de vorm van een bevraging van de private sector en de federale en lokale politiediensten, is gebleken dat in academische middens vaak een verkeerde discussie wordt gevoerd door het spreken over « privatisering ».

Dat begrip is volledig verkeerd, aangezien het veeleer een verhaal is van uitbesteding, waarbij de overheid met behoud van de regie kan overgaan tot de uitbesteding van een aantal taken inzake veiligheid. Uit het onderzoek bleek dat vooral de lokale politiediensten vragende partij waren om bepaalde niet-specifieke politietaken uit te besteden (1). Dit wetsvoorstel past in die doelstelling.

### *Niet de eerste denkoefening*

Zoals reeds opgemerkt is het niet de eerste keer dat we deze oefening maken. In 2006 werden een reeks voorstellen gedaan betreffende de overheveling van politietaken aan de private bewakingsondernemingen. We consulteerden toen ook de lokale politie, de federale politie en de bewakingsondernemingen. Zij kwamen toen al tot de volgende bevindingen.

De werkgroep lokale politie concludeerde dat een groot administratief takenpakket geschiedde in opdracht van de gerechtelijke overheden. Het is capaciteitsverslindend en niet altijd efficiënt. Sommige gerechtelijke procedures met politieke administratieve impact waren aan herziening toe.

Een eerste voorbeeld betrof het afleveren van stukken in strafzaken. Dit gebeurt door deurwaarders tijdens de kantooruren. Wanneer zij de betrokkene niet aantreffen en de stukken dan ook niet kunnen betekenen, wordt ze afgegeven aan de lokale politie, die bij het aantreffen van betrokkene de stukken overmaakt.

De werkgroep lokale politie beval aan de volgende activiteiten te laten uitoefenen door private ondernemingen :

— alle loutere bewakingsopdrachten (inclusief nachtelijk toezicht, huisbewarings-, en onthaalfuncties) van en in overheidsgebouwen ;

(1) Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers, Verslag hoorzittingen over de overdracht van bepaalde politiediensten aan private bewakingsfirma's, 16 oktober 2012, DOC 53 2446/001, blz. 10-13.

— la surveillance spéciale en zone privée (habitations ou autres bâtiments) durant les vacances des habitants ou des utilisateurs de ces bâtiments ; dans la partie francophone du pays, cette pratique est surtout connue sous l'appellation « la police veille » ; cette surveillance ne consiste pas à effectuer des patrouilles, mais elle implique que des agents de gardiennage se rendent sur place pour effectuer un contrôle aux abords et, le cas échéant, à l'intérieur du bâtiment ;

— une série de missions de protection à caractère préventif : il s'agit notamment de la présence dans des salles d'attente sensibles en matière d'agressions au guichet (au CPAS d'Anvers, par exemple, un agent de gardiennage est présent dans le local où le personnel du CPAS reçoit les candidats à l'aide sociale) ;

— les missions de protection des huissiers de justice : à l'heure actuelle, les huissiers de justice font parfois inconsidérément appel à une protection policière et réclament en fait la présence de la police pour la plupart de leurs missions, alors que celle-ci devrait être exclusivement sollicitée pour prêter main forte dans des situations de danger prévisible ; il est dès lors proposé que, dans tous les autres cas, l'huissier de justice se fasse accompagner par un agent de gardiennage ;

— le contrôle de la rétribution de stationnement, à l'exception de la perception de la rétribution ;

— la généralisation du recours au propre personnel de sécurité ou à celui des entreprises de gardiennage pour des missions de surveillance dans le cadre d'événements organisés sur la voie publique ou dans des lieux publics.

Le groupe de travail « police fédérale » a recommandé de déléguer les activités suivantes à des entreprises privées.

Dans le cadre des activités de police judiciaire :

— le transport (sous scellés, par exemple) de pièces (échantillons d'ADN, ...) en provenance ou à destination de laboratoires ou de greffes ;

— la surveillance et la gestion de pièces saisies qui, en raison de leur taille, ne peuvent pas être conservées au greffe (des voitures volées, par exemple). Il n'existe pas à l'heure actuelle de véritable dépôt pour ces voitures, qui sont souvent immobilisées sur la voie publique ;

— la surveillance de longue durée d'immeubles – situés en dehors de la voie publique – dans lesquels il est

— bijzonder toezicht op privaat grondgebied (woningen of andere gebouwen) tijdens de vakantie van bewoners of gebruikers van deze gebouwen ; in het Franstalig landsgedeelte is deze regel vooral bekend onder de benaming « *la police veille* » ; dit toezicht houdt niet in dat er patrouilles worden uitgevoerd, maar dat bewakingsagenten zich naar de opgegeven woningen begeven en er in de omgeving en desgevallend in het gebouw een controleronde uitvoeren ;

— een aantal preventieve beschermingsopdrachten : het gaat ondermeer om aanwezigheid in wachtzalen die gevoelige zijn voor loketagressie (bijvoorbeeld : OCMW Antwerpen is een bewakingsagent aanwezig in het lokaal waar personeel van het OCMW kandidaat hulpzoekers ontvangt) ;

— beschermingsopdracht voor gerechtsdeurwaarders : gerechtsdeurwaarders doen nu lichtzinnig beroep op politiebescherming en vragen in de praktijk voor de meeste opdrachten politiebegeleiding, terwijl deze uitsluitend zou moeten gereserveerd zijn voor het verlenen van de sterke arm en derhalve voorzienbare gevaarsituaties ; daarom wordt voorgesteld dat voor alle andere gevallen de gerechtsdeurwaarder zich laat begeleiden door een bewakingsagent ;

— toezicht parkeerretributie, met uitsluiting van het innen van de retributie ;

— veralgemening van de inzet van eigen *security* of personeel van bewakingsondernemingen bij toezichtstaken bij evenementen op de openbare weg of openbare plaatsen.

De werkgroep federale politie adviseerde de volgende activiteiten te laten uitoefenen door private ondernemingen.

In het kader van activiteiten van gerechtelijke politie :

— het transport (bijvoorbeeld op een verzegelde wijze) van stukken van en naar laboratoria (bijvoorbeeld DNA-stalen) en van en naar griffies ;

— de bewaking en beheer van in beslag genomen stukken, die, door hun omvang niet ter griffie kunnen worden bewaard (bijvoorbeeld gestolen wagens). Nu zijn daar geen echte bewaarplaatsen voor. Dikwijls worden de betrokken wagens op de openbare weg geïmmobiliseerd ;

— langdurende bewaking van onroerende goederen – buiten openbare weg, die omwille van gerechtelijke

interdit de pénétrer, car ils font l'objet d'une instruction, mais dont la mise sous scellés ne suffit pas à garantir le respect de cette interdiction (exemple type : immeubles cités dans l'affaire Dutroux) ;

— la surveillance des greffes (pendant la nuit, par exemple) ;

— l'enregistrement et le stockage de biens de valeur (catégorie englobant aussi bien les bicyclettes que les objets d'art) dans des banques de données de contrôle. Ce sont souvent les communes qui s'en chargent à l'heure actuelle, mais elles le font de façon disparate et sans veiller à centraliser les données, ce qui ôte généralement tout intérêt à l'initiative ;

— la manipulation des caméras automatiques en vue d'y introduire ou d'en extraire du matériel vidéo, et la remise sous scellés de ce matériel ; de manière générale, le contrôle et la gestion de ces appareils, tant au niveau fédéral qu'au niveau local ;

— le fait de prévoir des (parties de) parkings temporaires ou permanent(e)s et bien délimité(e)s surveillé(e)s par des agents de gardiennage, l'objectif étant d'offrir une solution aux personnes qui souhaitent garer leur voiture en toute sécurité dans des lieux criminogènes. Cette surveillance mobilise actuellement des effectifs policiers importants (patrouilles régulières) mais se révèle peu efficace (car elle n'est pas permanente). Il s'agit principalement d'un certain nombre de parkings situés le long et aux abords des autoroutes (l'objectif étant d'éviter le vol de voitures et de chargements, ainsi que la traite des êtres humains) ; il est proposé d'y créer des zones payantes délimitées qui seront en partie subventionnées par les pouvoirs publics.

Dans le cadre des activités de la police administrative :

— événements : courses cyclistes ; la réglementation existante prévoit que – dans la mesure où la capacité policière est épuisée – le bourgmestre peut demander aux organisateurs de faire appel à des signaleurs ; la règle générale devrait être inversée : dès lors que l'on ne peut pas trouver suffisamment de signaleurs, il faut engager des agents de gardiennage pour exécuter ces tâches ; lors de la dernière étape du Tour d'Italie, 800 policiers ont été mobilisés pour accomplir presque exclusivement le travail des signaleurs ;

— la surveillance et l'accueil des bâtiments publics non accessibles au public, ainsi que des locaux de police (par exemple, les casernes pendant la nuit) ;

onderzoeken niet mogen betreden worden, maar waar een loutere verzegeling niet volstaat om dit verbod te garanderen (typevoorbeeld : onroerende goederen in de zaak-Dutroux) ;

— de bewaking (bijvoorbeeld 's nachts) van griffies ;

— de registratie en opslag in controledatabanken van waardevolle goederen (gaande van fietsen tot kunstvoorwerpen). Dit gebeurt nu in vele gevallen door de gemeenten op een disparate wijze en zonder centralisatie van de gegevens. Op deze wijze is het initiatief vaak nutteloos ;

— het vullen, ledigen en, op een verzegelde wijze, overbrengen van filmmateriaal inzake onbemande camera's ; in het algemeen het nazicht en het beheer van deze apparaten – zowel federale als lokale ;

— voorzien in tijdelijke of permanente en afgebakende (delen van) door bewakingsagenten bewaakte parkings ; doel : op criminogene plaatsen een uitkomst bieden voor personen die hun wagen in veiligheid wensen te parkeren – nu kost dit veel politiecapaciteit (die regelmatig komt langsrijden) maar is weinig effectief (door afwezigheid van permanente bewaking). Het gaat voornamelijk om een aantal parkings langs en bij snelwegen (voorkomt diefstal wagens, diefstal ladingen en mensensmokkel) ; het voorstel bestaat erin dat er op deze parkings afgebakende gedeelten komt waar de gebruikers tegen betaling kunnen parkeren ; een gedeelte wordt gesubsidieerd door de overheid).

In het kader van activiteiten van bestuurlijke politie :

— evenementen : wielervedstrijden ; de bestaande regelgeving voorziet dat – in zoverre de politiecapaciteit is uitgeput – de burgemeester de organisatoren kan vragen seingeverers in te zetten ; de stelregel zou moeten omgekeerd zijn : in zoverre eigen seingeverers onvoldoende kunnen gevonden worden dienen voor het uitvoeren van dezelfde taken, bewakingsagenten te worden ingezet ; bij de laatste doortocht van de Ronde van Italië werden 800 politiemensen ingezet die vrijwel allemaal in feite het werk deden van seingever ;

— bewaking en onthaal van niet publiek toegankelijke overheidsgebouwen, ook politiegebouwen (bijvoorbeeld : kazernes tijdens de nacht) ;

— les escortes policières lors du transport international de permis de conduire (adaptation du cahier des charges) ;

— les fonctions d'accueil dans les bâtiments publics exercées par la police fédérale ;

— un service d'estafette motorisé qui transporte des pièces sous pli scellé tant entre des unités de services de police qu'entre des services de police et les autorités.

La Table ronde gardiennage a recommandé de confier les activités suivantes à des entreprises privées :

— extension des activités à une sixième activité : la constatation de certains faits matériels ;

— contrôle du respect des conventions de parking, contrôle des emplacements, paiements marchés, contrôle du respect des autorisations et des conditions d'autorisation (par exemple, terrasses, chantiers) ;

— extension de l'activité à l'accueil des victimes par le secteur privé (aide rapide, directe, pratique aux victimes d'incidents industriels, de catastrophes, d'agressions et d'autres faits criminels, par exemple transport ; déposer les enfants) ;

— extension du système d'autorisation : pour les conseillers en sécurité (réglementation minimale, surtout axée sur le *screening*) ;

— suppression progressive du régime distinct des stewards et des gardiens de la paix. Leurs tâches peuvent être reprises par le secteur du gardiennage. Dans le cas contraire, en ordre subsidiaire : les stewards et gardiens de la paix doivent au moins remplir les mêmes conditions de formation que les agents de gardiennage et les compétences entre stewards et agents de gardiennage doivent être strictement délimitées ;

— transport de valeurs obligatoires au-delà d'un montant déterminé de billets de banque ;

— aide juridique pour une orientation vers la fonction d'écogardiens (spécifiquement formés) qui auraient par exemple pour tâche de surveiller les domaines provinciaux, de garder les parcs. Dans le même cadre, nous plaçons pour que le système des gardiens privés soit repris et – là où c'est possible – pour son incorporation dans le secteur du gardiennage. Les intéressés auraient une « légère » compétence en matière d'infractions

— politie escorte bij internationaal vervoer van rijbewijzen (aanpassen lastenboek) ;

— onthaalfuncties in overheidsgebouwen uitgevoerd door federale politie ;

— gemotoriseerde estafettedienst, die onder verzegelde omslag, stukken overbrengt zowel tussen eenheden politiediensten onderling als tussen politiediensten en overheden.

De Ronde tafel bewaking beval aan de volgende activiteiten te laten uitoefenen door private ondernemingen :

— uitbreiding van de activiteiten met een zesde activiteit : het vaststellen van bepaalde materiële feiten ;

— controle naleving parkeerovereenkomsten (inbreuken), controles standplaatsen betalingen markten, controles naleving vergunningen en vergunningsvoorwaarden (bijvoorbeeld terrassen ; bouwwerven) ;

— uitbreiding van activiteit naar private slachtofferopvang (snelle, directe praktische hulp bijstand aan slachtoffers van bedrijfsincidenten, rampen, overvallen en andere criminele feiten – bijvoorbeeld vervoer ; afhalen kinderen, enz.) ;

— uitbreiding vergunningsstelsel : voor veiligheidsadviseurs (minimale regelgeving, vooral gericht op *screening*) ;

— afbouw van het apart stelsel voor stewards en stadswachten. Hun taken kunnen door de bewakingssector worden overgenomen. Indien dit niet het geval is moeten stewards en stadswachten minstens aan dezelfde opleidingsvoorwaarden voldoen als bewakingsagenten en moeten de bevoegdheden van stewards en bewakingsagenten strikt worden afgebakend ;

— verplicht waardetransport boven een bepaald bedrag aan geldbiljetten ;

— juridische ondersteuning voor een oriëntatie naar (specifiek opgeleide) eco-wachters die bijvoorbeeld als functie zouden hebben : toezicht in provinciale domeinen, parkwachters. In hetzelfde kader wordt ervoor gepleit voor de overname van het systeem van private wachters en, waar mogelijk, hun incorporatie in de bewakingssector. Betrokken zouden een « lichte » bevoegdheid hebben inzake milieuovertre-

environnementales : contrôle des déchets sauvages, contrôle technique du transport de marchandises polluant ;

— gardiennage des parcs industriels ;

— prévention des nuisances au niveau des salles de fêtes et des dancings ;

— généralisation de la surveillance du périmètre de sécurité lors d'événements.

### **Le syndicat policier libéral participe également à la réflexion**

Dans son pré-mémorandum, le SLFP-Police plaide en faveur d'une privatisation de la perception des amendes de roulage (1). Il renvoie à l'exemple des agences de recouvrement aux Pays-Bas. Selon le syndicat, cette externalisation entraîne, d'une part, la libération d'une capacité supplémentaire au sein de la Justice et de la Police à la suite de la suppression d'une importante charge administrative, et, d'autre part, la création de nouveaux emplois.

Le syndicat est convaincu qu'une manière plus professionnelle de percevoir ces amendes permettrait non seulement de libérer de la capacité au sein des services de police, mais aussi d'augmenter l'efficacité des injonctions et des perceptions. Cela signifie que cela permettrait non seulement aux autorités de faire des économies, mais aussi d'obtenir une importante source de revenus.

### **Liste non limitative des tâches à transférer au secteur privé**

L'article 1<sup>er</sup> énumère les tâches à transférer de manière non limitative. Il s'agit de :

1° la surveillance et la protection de biens mobiliers ou immobiliers (y compris par gardiennage mobile et intervention après alarme) ;

2° la surveillance et la protection de bâtiments et de sites, y compris des domaines publics attenants, si nécessaire avec un périmètre délimité. Ces bâtiments et ces sites peuvent comprendre des zones industrielles, des zones commerciales, des zones récréatives, des quartiers militaires, des bâtiments et domaines royaux,

dingen : controles zwerfvuil, technische controle van milieu-belastend vrachvervoer ;

— bewaking industrieparken ;

— voorkoming overlast feestzalen en dancings ;

— veralgemening perimeterbewaking bij evenementen.

### **Ook de liberale politievakbond denkt mee**

In haar prememorandum pleit VSOA-politie voor een privatisering van de inning van verkeersboetes (1). Ze verwijzen naar het voorbeeld van de incassobureaus in Nederland. Deze uitbesteding brengt volgens de vakbond met zich mee dat er enerzijds bijkomende capaciteit bij Justitie en Politie kan vrijgemaakt worden door dat een grote administratieve last weg valt, en anderzijds er nieuwe werkgelegenheid wordt gecreëerd.

Zij zijn er van overtuigd dat een professionelere manier om deze boetes te innen niet alleen capaciteit bij de politiediensten zou vrijmaken. Ook de aanmaningen en inningen zouden efficiënter gebeuren. Dit zou betekenen dat het voor de overheid niet alleen kostenbesparend zou zijn, maar ook een belangrijke bron van inkomsten zou opleveren.

### **Niet limitatieve lijst over te hevelen taken naar de private sector**

Artikel 1 geeft een niet limitatieve opsomming van over te hevelen taken. Het gaat om :

1° toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen (inclusief via mobiele bewaking en interventie na alarm) ;

2° toezicht op en bescherming van gebouwen en sites, met inbegrip van het aanpalend openbaar domein, indien noodzakelijk met een afgebakende perimeter. Deze gebouwen en sites omvatten industriële zones, commerciële zones, uitgaanszones, militaire kwartieren, Koninklijke gebouwen en domeinen, internationale

(1) SLFP-Police, *Pré-Mémorandum, La sécurité a un prix*, Zaventem, 2011, p. 44.

(1) VSOA Politie, *Prememorandum, Veiligheid heeft een prijs*, Zaventem, 2011, bl 44.

des organisations internationales, des ambassades, des aéroports, des ports (maritimes), des gares, des palais de justice et d'autres bâtiments publics ;

La surveillance des quartiers militaires peut s'effectuer sous la supervision de fonctionnaires de la Défense ou sous le contrôle de l'instance désignée par la Défense et la surveillance des endroits stratégiques visés dans le plan de sécurité national, sous la supervision et le contrôle de la police fédérale ;

3° la protection de personnes, y compris l'accompagnement sécurisé et la protection d'huissiers de justice ;

4° l'accompagnement sécurisé ou le transport sécurisé :

a) d'argent ou de biens autres que de l'argent, qui, en raison de leur caractère précieux ou de leur nature spécifique, peuvent faire l'objet d'une menace : objets d'art, diamants et bijoux, effets de commerce, documents judiciaires et preuves liées à une enquête judiciaire (échantillons de laboratoire, ADN, documents, actes, ...)

b) d'organes et autres transports médicaux urgents ;

c) d'illégaux, de prisonniers et de malades mentaux, ou le soutien au corps de sécurité dans l'accomplissement des tâches qui lui ont été confiées, que ce soit en régie ou en appui ;

d) l'accomplissement de tâches confiées au SPF Justice dans le cadre du gardiennage et du transport ;

5° la gestion de centres de comptage d'argent ;

6° l'approvisionnement, la surveillance lors d'activités aux distributeurs automatiques de billets et les activités non surveillées aux distributeurs automatiques de billets si un accès aux billets ou cassettes d'argent est possible ;

7° l'approvisionnement et l'entretien des radars automatiques ainsi que la gestion, le transfert, le stockage et l'impression sécurisés d'enregistrements sous la supervision et le contrôle de la police fédérale ;

8° la pose, la gestion et l'enlèvement de panneaux de signalisation et de marquages sur la voie publique en cas d'accident ou de travaux de voirie ;

instellingen, ambassades, luchthavens, (zee)havens, stations, gerechtsgebouwen en andere overheidsgebouwen ;

De bewaking van militaire kwartieren kan onder regie van ambtenaren van defensie of onder controle van de door defensie aangeduide instantie ; bewaking van strategische locaties zoals, voorzien in het nationaal veiligheidsplan, onder regie en controle van de federale politie ;

3° bescherming van personen met inbegrip van beveiligde begeleiding en bescherming van deurwaarders ;

4° de beveiligde begeleiding en het beveiligd transporteren :

a) van geld en van goederen, andere dan geld, die door hun kostbaar karakter of hun bijzondere aard aan bedreiging onderhevig zijn : kunstvoorwerpen, diamant en juwelen, waardepapieren, gerechtsstukken en bewijsstukken binnen het gerechtelijk onderzoek (laboratoriumstalen, DNA, documenten, aktes, ...)

b) van organen en andere dringende medische transporten ;

c) van illegalen, gevangenen en geesteszieken en de ondersteuning van het veiligheidskorps in de haar toegewezen taken, al dan niet in regie of in support ;

d) in het kader van taken toegewezen aan de overheidsdienst justitie met betrekking tot het bewaken en transporteren ;

5° beheer van geldtelcentra ;

6° bevoorrading, bewaking bij werkzaamheden aan biljettenautomaten en onbewaakte werkzaamheden aan biljettenautomaten indien er toegang mogelijk is tot de geldbiljetten of geldcassettes ;

7° bevoorrading en onderhoud van flietpalen en beveiligd beheer, overbrenging, stockage en afprinten van gemaakte opnames, onder regie en controle van de federale politie ;

8° het aanbrengen, beheer en verwijderen van signalisatie en markeringen op de openbare weg ingeval van ongevallen of wegeniswerken ;

9° la gestion de centrales d'alarme ;

10° la vidéosurveillance, y compris la visualisation et l'exploitation d'images de caméra, dans des lieux accessibles ou non au public, en régie ou sous le contrôle des services de police ou non, en vue de la transmission d'informations aux autorités ;

11° la surveillance et le contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité dans des lieux accessibles ou non au public ;

12° la réalisation de constatations se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique, en ce compris le contrôle du stationnement.

Les sociétés de parking qui exécutent cette mission doivent satisfaire à toutes les conditions applicables aux entreprises de gardiennage et aux agents disponibles à cet effet ;

13° l'accompagnement de groupes de personnes en vue de la sécurité routière et de la sécurité générale ;

14° la protection et la surveillance de groupes de personnes et de concentrations ayant le caractère d'un rassemblement ou d'un événement de masse lors d'événements musicaux, culturels, sportifs ou analogues, à l'exclusion d'événements politiques, syndicaux et mutualistes, avec délimitation d'un périmètre nécessaire sur la voie publique ;

15° la mise en œuvre de la sécurité en cas de catastrophes naturelles ou autres, avec ou sans délimitation d'un périmètre nécessaire sur la voie publique ;

16° la protection et la sécurisation de bâtiments et de zones appartenant à des hôpitaux, en ce compris le contrôle des personnes visé au 11° à l'égard du personnel, des patients, des visiteurs et des fournisseurs ;

17° la sécurisation maritime et la surveillance des navires ;

18° le soutien aux services de police lors d'activités administratives, organisationnelles et logistiques, ne comportant pas l'exercice de compétences policières spécifiques, moyennant un protocole d'accord préalable avec les services de police concernés ;

9° beheer van alarmcentrales ;

10° camerabewaking, met inbegrip van het bekijken en uitbaten van camerabeelden op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen, al dan niet in regie of toezicht door politiediensten, met het oog op doorgeven van informatie aan overheden ;

11° toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen ;

12° verrichten van vaststellingen die uitsluitend betrekking hebben op de onmiddellijk waarneembare toestand van goederen, in opdracht van de bevoegde overheid of van de houder van een overheidsconcessie, met inbegrip van parkeercontrole.

Parkeerbedrijven die deze taak uitvoeren moeten voldoen aan alle voorwaarden die gelden voor bewakingsondernemingen en de daarvoor inzetbare agenten ;

13° begeleiding van groepen van personen met het oog op de verkeers- en algemene veiligheid ;

14° bescherming van en toezicht op groepen van personen en samenscholingen met een karakter van volkstoeloop of massa-evenement bij muzikale, culturele, sportieve en gelijkaardige evenementen, met uitsluiting van politieke, syndicale en mutualistische evenementen, mits afbakening van een noodzakelijke perimeter op de openbare weg ;

15° verzekering van de veiligheid in geval van natuurlijke of andere rampen, al dan niet mits afbakening van een noodzakelijke perimeter op de openbare weg ;

16° bescherming en beveiliging van gebouwen en zones toebehorend aan ziekenhuizen, met inbegrip van persoonscontrole zoals bedoeld in 11° hierboven, van personeel, patiënten, bezoekers en leveranciers ;

17° maritieme beveiliging en bewaking op schepen ;

18° ondersteuning van de politiediensten in administratieve, organisatorische en logistieke activiteiten die geen uitoefening van specifieke politiebevoegdheden inhouden, mits een voorafgaand protocolakkoord met de betrokken politiediensten ;



19° la détection de dispositifs d'écoute dans des bâtiments ou sur des sites ;

20° le soutien aux services publics fédéraux lors d'activités administratives, organisationnelles et logistiques, ne comportant pas l'exercice de compétences policières spécifiques, sous la direction et le contrôle de la police fédérale ;

21° l'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière.

\*  
\* \*

19° het opsporen van afluisterapparatuur in gebouwen of sites ;

20° ondersteuning van federale overheidsdiensten in administratieve, organisatorische en logistieke activiteiten die geen uitoefening van specifieke politiebevoegdheden inhouden, onder regie en controle van de federale politie ;

21° begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid.

Guido DE PADT.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne morale ou physique exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, les services et activités visés au présent article.

Toute mission de gardiennage ou de sécurité non énumérée dans le présent article et ne relevant pas du champ d'application des missions de répression ou de privation de liberté, qui sont exclusivement réservées aux services de police, est une activité visée par la présente loi si elle est désignée en tant que telle par le Roi.

Est toutefois également considérée comme une activité de gardiennage au sens de la présente loi toute mission de gardiennage ou de sécurité visée et définie par une réglementation européenne ou internationale ou par une autre réglementation belge.

§ 2. Les activités suivantes peuvent être exercées par des entreprises de gardiennage dûment autorisées. À l'exception des cas prévus dans la présente loi ou lorsque cela découle de la nature des activités, le Roi peut déterminer quand ces activités peuvent être exercées sur la voie publique :

1° la surveillance et la protection de biens mobiliers ou immobiliers (y compris par gardiennage mobile et intervention après alarme) ;

2° la surveillance et la protection de bâtiments et de sites, y compris des domaines publics attenants, si nécessaire avec un périmètre délimité. Ces bâtiments et ces sites peuvent comprendre des zones industrielles, des zones commerciales, des zones récréatives, des quartiers militaires, des bâtiments et domaines royaux, des organisations internationales, des ambassades, des aéroports, des ports (maritimes), des gares, des palais de justice et d'autres bâtiments publics.

**WETSVOORSTEL**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

Artikel 1 van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1. § 1. In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten en activiteiten zoals opgesomd in dit artikel.

Elke taak van bewaking of van veiligheid, niet opgesomd in dit artikel en die niet onder het toepassingsgebied valt van de repressieve of vrijheidsberovende taken die exclusief zijn voorbehouden aan de diensten van politie, is een activiteit zoals bedoeld in deze wet, indien als dusdanig aangeduid door de Koning.

Wordt evenwel eveneens als bewakingsactiviteit, in de zin van deze wet, beschouwd, elke taak van bewaking of van veiligheid zoals bepaald en omschreven door Europese of internationale regelgeving en door andere Belgische regelgeving.

§ 2. Volgende activiteiten mogen door daartoe vergunde bewakingsondernemingen worden uitgeoefend. Met uitzondering van de gevallen bepaald in deze wet of wanneer dit uit de aard der activiteiten voortvloeit, kan de Koning bepalen wanneer deze activiteiten kunnen worden uitgevoerd op de openbare weg :

1° toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen, inclusief via mobiele bewaking en interventie na alarm ;

2° toezicht op en bescherming van gebouwen en sites, met inbegrip van het aanpalend openbaar domein, indien noodzakelijk met een afgebakende perimeter. Deze gebouwen en sites omvatten industriële zones, commerciële zones, uitgaanszones, militaire kwartieren, Koninklijke gebouwen en domeinen, internationale instellingen, ambassades, luchthavens, (zee)havens, stations, gerechtsgebouwen en andere overheidsgebouwen.

Le Roi fixe les modalités de surveillance des quartiers militaires ;

3° la protection de personnes, y compris l'accompagnement sécurisé et la protection d'huissiers de justice ;

4° l'accompagnement sécurisé ou le transport sécurisé :

a) d'argent ou de biens autres que de l'argent, qui, en raison de leur caractère précieux ou de leur nature spécifique, peuvent faire l'objet d'une menace : objets d'art, diamants et bijoux, effets de commerce, documents judiciaires et preuves liées à une enquête judiciaire ;

b) d'organes et autres transports médicaux urgents ;

c) d'illégaux, de prisonniers et de malades mentaux, ou le soutien au corps de sécurité dans l'accomplissement des tâches qui lui ont été confiées, que ce soit en régie ou en appui ;

d) l'accomplissement de tâches confiées au SPF Justice dans le cadre du gardiennage et du transport ;

5° la gestion de centres de comptage d'argent ;

6° l'approvisionnement, la surveillance lors d'activités aux distributeurs automatiques de billets et les activités non surveillées aux distributeurs automatiques de billets si un accès aux billets ou cassettes d'argent est possible ;

7° l'approvisionnement et l'entretien des radars automatiques ainsi que la gestion, le transfert, le stockage et l'impression sécurisés d'enregistrements sous la supervision et le contrôle de la police fédérale ;

8° la pose, la gestion et l'enlèvement de panneaux de signalisation et de marquages sur la voie publique en cas d'accident ou de travaux de voirie ;

9° la gestion de centrales d'alarme ;

10° la vidéosurveillance, y compris la visualisation et l'exploitation d'images de caméra, dans des lieux accessibles ou non au public, en régie ou sous le contrôle des services de police ou non, en vue de la transmission d'informations aux autorités ;

De Koning bepaalt de nadere regels van de bewaking van militaire kwartieren ;

3° bescherming van personen met inbegrip van beveiligde begeleiding en bescherming van deurwaarders ;

4° de beveiligde begeleiding en het beveiligd transporteren :

a) van geld en van goederen, andere dan geld, die omwille van hun kostbaar karakter of hun bijzondere aard aan bedreiging onderhevig zijn : kunstvoorwerpen, diamant en juwelen, waardepapieren, gerechtsstukken en bewijsstukken binnen het gerechtelijk onderzoek ;

b) van organen en andere dringende medische transporten ;

c) van illegalen, gevangenen en geesteszieken en de ondersteuning van het veiligheidskorps in de haar toegewezen taken, al dan niet in regie of ondersteunend ;

d) in het kader van taken toegewezen aan de federale overheidsdienst Justitie betreffende het bewaken en transporteren ;

5° beheer van geldtelcentra ;

6° bevoorrading, bewaking bij werkzaamheden aan biljettenautomaten en onbewaakte werkzaamheden aan biljettenautomaten indien er toegang mogelijk is tot de geldbiljetten of geldcassettes ;

7° bevoorrading en onderhoud van flietspalen en beveiligd beheer, overbrenging, stockage en afprinten van gemaakte opnames, onder regie en controle van de federale politie ;

8° het aanbrengen, beheer en verwijderen van signalisatie en markeringen op de openbare weg ingeval van ongevallen of wegniswerken ;

9° beheer van alarmcentrales ;

10° camerabewaking, met inbegrip van het bekijken en uitbaten van camerabeelden op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen, al dan niet in regie of toezicht door politiediensten, met het oog op doorgeven van informatie aan overheden ;

11° la surveillance et le contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité dans des lieux accessibles ou non au public ;

12° la réalisation de constatations, se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique, en ce compris le contrôle du stationnement. Les sociétés de parking qui exécutent cette mission doivent satisfaire à toutes les conditions applicables aux entreprises de gardiennage et aux agents disponibles à cet effet ;

13° l'accompagnement de groupes de personnes en vue de la sécurité routière et de la sécurité générale ;

14° la protection et la surveillance de groupes de personnes et de concentrations ayant le caractère d'un rassemblement ou d'un événement de masse lors d'événements musicaux, culturels, sportifs ou analogues, à l'exclusion d'événements politiques, syndicaux et mutualistes, avec ou sans délimitation d'un périmètre nécessaire sur la voie publique ;

15° la mise en œuvre de la sécurité en cas de catastrophes naturelles ou autres, avec ou sans délimitation d'un périmètre nécessaire sur la voie publique ;

16° la protection et la sécurisation des bâtiments et des zones appartenant aux hôpitaux, y compris le contrôle personnel, visé au 11°, des membres du personnel, des patients, des visiteurs et des fournisseurs ;

17° la sécurisation maritime et la surveillance des navires ;

18° le soutien des activités administratives, organisationnelles et logistiques des services de police qui n'impliquent pas l'exercice de compétences de police spécifiques, moyennant la signature préalable d'un protocole d'accord avec les services de police concernés ;

19° la détection de dispositifs d'écoute dans des bâtiments ou sur des sites ;

20° le soutien des activités administratives, organisationnelles et logistiques des services publics fédéraux qui n'impliquent pas l'exercice de compétences de police spécifiques, sous la direction et le contrôle de la police fédérale ;

11° toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen ;

12° verrichten van vaststellingen die uitsluitend betrekking hebben op de onmiddellijk waarneembare toestand van goederen, in opdracht van de bevoegde overheid of van de houder van een overheidsconcessie, met inbegrip van parkeercontrole. Parkeerbedrijven die deze taak uitvoeren moeten voldoen aan alle voorwaarden die gelden voor bewakingsondernemingen en die daarvoor inzetbare agenten ;

13° begeleiding van groepen van personen met het oog op de verkeers- en algemene veiligheid ;

14° bescherming van en toezicht op groepen van personen en samenscholingen met een karakter van volkstoeloop en/of massa-evenement bij muzikale, culturele, sportieve en gelijkaardige evenementen, met uitsluiting van politieke, syndicale en mutualistische evenementen, al dan niet mits afbakening van een noodzakelijke perimeteer op de openbare weg ;

15° verzekering van de veiligheid in geval van natuurlijke en andere rampen, al dan niet mits afbakening van een noodzakelijke perimeteer op de openbare weg ;

16° bescherming en beveiliging van gebouwen en zones toebehorend aan ziekenhuizen, met inbegrip van persoonscontrole zoals bedoeld in het 11°, van personeel, patiënten, bezoekers en leveranciers ;

17° maritieme veiligheid en bewaking op schepen ;

18° ondersteuning van de politiediensten in administratieve, organisatorische en logistieke activiteiten die geen uitoefening van specifieke politiebevoegdheden inhouden, mits een voorafgaand protocolakkoord met de betrokken politiediensten ;

19° het opsporen van af luisterapparatuur in gebouwen of sites ;

20° ondersteuning van federale overheidsdiensten in administratieve, organisatorische en logistieke activiteiten die geen uitoefening van specifieke politiebevoegdheden inhouden, onder regie en controle van de federale politie ;

21° l'accompagnement de véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière.

§ 3. La sécurisation du périmètre nécessite un protocole d'accord préalable avec les services de police et de secours concernés. Ce protocole d'accord contient au moins les éléments suivants :

a) à l'intérieur du périmètre délimité, ne peuvent être actifs que des agents de gardiennage et les personnes qui, de par leur habilitation ou leurs tâches, ont également accès au périmètre. Ces dernières doivent prouver leur identité et leur habilitation ;

b) le contrôle de l'accès au périmètre est effectué par des agents de gardiennage à l'égard des personnes, des véhicules et du chargement de ceux-ci ;

c) les agents de gardiennage assurent la sécurité à l'intérieur du périmètre ;

d) le périmètre doit être délimité de manière clairement visible ;

e) en cas de catastrophe, aucun véhicule destiné au transport de personnes ou de marchandises ne peut avoir accès au périmètre, à l'exception des services de secours et de leur matériel ;

f) la zone délimitée par le périmètre ne connaît qu'un nombre restreint de points d'entrée et de sortie, qui font tous l'objet d'un contrôle d'accès.

Dans le cas visé au § 2, 15°, l'autorité compétente désigne l'entreprise de gardiennage qui effectuera la mission. La tâche des agents de gardiennage consiste :

1° soit à surveiller le périmètre afin d'éviter que des personnes et des véhicules non habilités pénètrent dans la zone délimitée par le périmètre ;

2° soit, si seuls les services de secours et de police peuvent pénétrer dans la zone, à surveiller la sécurité dans la zone délimitée par le périmètre.

§ 4. Dans le cas visé au § 2, 2°, la surveillance dans la zone industrielle, dans laquelle se trouvent aussi des lieux habités, ne peut être exercée qu'après autorisation écrite préalable du bourgmestre des lieux concernés.

Le Roi peut fixer les modalités entre les services publics et les entreprises de gardiennage concernées et les modalités de l'exercice de cette activité.

21° begeleiding van uitzonderlijke voertuigen met het oog op de verkeersveiligheid.

§ 3. De perimeterbeveiliging behoeft een voorafgaand protocolakkoord met de betrokken politie- of hulpdiensten. Dit protocolakkoord bevat minstens de volgende elementen :

a) binnen de afgebakende perimeter mogen enkel bewakingsagenten actief zijn, en de personen die vanwege hun bevoegdheid of taken ook toegang hebben tot de perimeter, deze moeten hun identiteit en bevoegdheid aantonen ;

b) toegangscontrole tot de perimeter wordt gedaan door bewakingsagenten, op personen, voertuigen en hun lading ;

c) bewakingsagenten verzekeren de veiligheid binnen de perimeter ;

d) de perimeter moet duidelijk zichtbaar aange-toond zijn ;

e) in geval van een ramp kan, uitgezonderd de hulpdiensten en hun materieel, geen enkel voertuig bestemd voor personen- of vrachtovervoer toegang hebben tot de perimeter ;

f) de door de perimeter afgebakende zone kent slechts een beperkt aantal ingang- en uitgangspunten met controle.

In het geval bedoeld in § 2, 15°, wijst de bevoegde overheid de bewakingsonderneming aan die de opdracht zal uitvoeren. De taak van de bewakingsagenten bestaat erin, hetzij :

1° toezicht te houden op de perimeter om te vermijden dat onbevoegde personen en voertuigen de zone die door de perimeter is afgebakend binnenkomen ;

2° in het geval de zone alleen door de hulp- en politiediensten mag worden betreden, toezicht houden op de veiligheid in de zone die door de perimeter is afgebakend.

§ 4. In het geval bedoeld in § 2, 2°, kan het toezicht in de industriezone, waarin zich ook bewoonde plaatsen bevinden, enkel worden uitgeoefend na voorafgaande schriftelijke toestemming van de burgemeester van de betrokken plaatsen.

De Koning kan de nadere regelingen tussen de betrokken overheidsdiensten en de betrokken bewakingsondernemingen, en modaliteiten van de uitoefening van deze activiteit nader bepalen.

Dans le cas visé au § 2, 12°, la surveillance ne peut s'effectuer qu'à condition que l'entreprise exerce déjà ces activités de gardiennage dans le lieu concerné et que le bourgmestre ait accordé son autorisation expresse et délimité le périmètre de surveillance sur la voie publique.

§ 5. Les constatations visées au § 2, 12° ont la valeur de la présomption visée à l'article 1353 du Code civil. Elles peuvent comprendre la dénonciation d'infractions pour autant que celles-ci puissent uniquement être punies d'une sanction administrative.

§ 6. Au sens du § 2, 5°, est considéré comme un centre de comptage, le lieu où une entreprise, autre qu'une institution de crédit ou bpost, compte, emballe, conserve de manière sécurisée, distribue ou manipule d'une autre manière, manuellement ou de manière automatisée, de l'argent pour le compte de tiers.

§ 7. Par dérogation au § 2, 6°, les activités aux distributeurs automatiques de billets, installés dans des bureaux d'institutions de crédit ou de bpost occupés par du personnel, ne sont pas considérées comme des activités de gardiennage.

Un bureau d'une institution de crédit ou de bpost est considéré comme occupé par du personnel quand au moins un membre du personnel y travaille. Sont considérés comme activités aux distributeurs automatiques de billets, l'entretien ou les travaux de réparation de ces distributeurs automatiques.

§ 8. Est considéré comme service interne de gardiennage, tout service organisé, pour des besoins propres, par une personne physique ou morale, sous la forme d'une activité visée au § 2, 4°, a), 6° et 11°, ou, pour autant qu'il se déroule dans des lieux accessibles au public, sous la forme d'une activité visée au § 2.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, n'est toutefois pas considéré comme service interne de gardiennage, le service qui organise, pour des besoins propres :

1° le transport d'argent visée au § 2, 4°, a), si le montant de l'argent transporté ne dépasse pas la somme de 30 000 euros ;

2° l'une des activités visées au § 2, 6°, dans des bureaux d'institutions de crédit ou de bpost, occupés par du personnel.

In het geval bedoeld in § 2, 12°, kan het toezicht slechts plaatsvinden op voorwaarde dat de onderneming reeds deze bewakingsactiviteiten uitoefent in de betrokken plaats, en de burgemeester er zijn uitdrukkelijke toestemming toe verleende en de toezichtspereimeter op de openbare weg heeft bepaald.

§ 5. De vaststellingen bedoeld onder 12°, hebben de waarde van het vermoeden, zoals bedoeld in artikel 1353 van het Burgerlijk Wetboek. Zij kunnen de aangifte van inbreuken inhouden voor zover deze uitsluitend kunnen worden bestraft met een administratieve sanctie.

§ 6. In de zin van § 2, 5°, hierboven wordt als een geldtelcentrum beschouwd, de plaats waar een onderneming, andere dan een kredietinstelling of b-post, voor rekening van derden geld telt, verpakt, beveiligd bewaart, verdeelt of op een andere wijze manueel of geautomatiseerd behandelt.

§ 7. In afwijking van het § 2, 6°, worden de werkzaamheden aan biljettenautomaten, opgesteld in bemande kantoren van kredietinstellingen of bpost, niet als een bewakingsactiviteit beschouwd.

Een kantoor van een kredietinstelling of b-post wordt geacht bemand te zijn wanneer er in dit kantoor minstens één personeelslid werkzaam is. Met werkzaamheden aan biljettenautomaten wordt het onderhoud of de herstelingswerken aan deze automaten bedoeld.

§ 8. Worden als interne bewakingsdienst beschouwd, elke dienst die door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon ten eigen behoeve wordt georganiseerd in de vorm van een onder § 2, 4°, a), 6° en 11°, bedoelde activiteit of, voor zover ze plaatsvindt op voor publiek toegankelijke plaatsen, in de vorm van een onder § 2 bedoelde activiteit.

In afwijking van het eerste lid wordt evenwel niet als een interne bewakingsdienst beschouwd, de dienst die ten eigen behoeve het volgende organiseert :

1° vervoer van geld bedoeld in § 2, 4°, a), indien het bedrag van het vervoerde geld, de som van 30 000 euro niet overschrijdt ;

2° één van de activiteiten bedoeld in § 2, 6°, in bemande kantoren van kredietinstellingen of van bpost.

Les services rendus mutuellement par des personnes physiques ou morales qui exercent, sous la même dénomination commerciale, des activités commerciales autres que des activités de gardiennage, sont considérés, au sens de la présente loi, comme des services organisés pour des besoins propres.

§ 9. Est considérée comme entreprise de sécurité, toute personne physique ou morale fournissant à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes et de centraux d'alarme.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sans préjudice de l'article 12, n'est pas considérée comme entreprise de sécurité, la personne physique ou morale qui exerce les activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, exclusivement en vue d'assurer la sécurité des véhicules.

Si le service interne de gardiennage souhaite fournir des services à des tiers, il devra satisfaire aux conditions de toute entreprise de gardiennage.

§ 10. Est considéré comme un système ou central d'alarme, tout système ou central destiné à prévenir ou constater des délits contre des personnes ou des biens ou à prévenir ou constater un incendie, des fuites de gaz ou des explosions.

§ 11. Est considéré comme siège d'exploitation, toute infrastructure permanente au départ de laquelle les personnes physiques et morales visées aux § 1<sup>er</sup> à 3 organisent des activités de gardiennage ou de sécurité.

§ 12. On entend par entreprise de consultance en sécurité, toute personne morale ou personne physique qui exerce une activité consistant à fournir à des tiers des services de conseil pour prévenir des délits contre les personnes ou les biens, y compris l'élaboration, l'exécution et l'évaluation d'audits, d'analyses, de stratégies, de concepts, de procédures et d'entraînements dans le domaine de la sécurité.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, n'est pas considérée comme une entreprise de consultance en sécurité :

1<sup>o</sup> l'entreprise dont les activités de consultance en sécurité ne sont pas offertes comme un service à part entière et sont inhérentes à une autre activité considérée comme principale ;

2<sup>o</sup> la fourniture de services de conseil par les autorités ;

Diensten aan elkaar verleend door rechtspersonen of natuurlijke personen die onder dezelfde handelsbenaming handelsactiviteiten, andere dan het uitoefenen van bewakingsactiviteiten, verrichten, worden in de zin van deze wet beschouwd als diensten die ten eigen behoeve worden georganiseerd.

§ 9. Worden als beveiligingsonderneming beschouwd, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarmcentrales.

In afwijking van het eerste lid en zonder afbreuk te doen aan artikel 12 wordt evenwel niet als beveiligingsonderneming beschouwd de natuurlijke of rechtspersoon die de in het eerste lid bepaalde activiteiten uitsluitend uitoefent met het oog op de beveiliging van voertuigen.

Indien de interne bewakingsdienst diensten wil leveren aan derden zal deze voldoen aan de voorwaarden van elke bewakingsonderneming.

§ 10. De in dit artikel bedoelde alarmsystemen en alarmcentrales zijn de systemen en centrales bestemd om misdrijven tegen personen of goederen te voorkomen of vast te stellen of om brand, gaslekken of ontploffingen te voorkomen of vast te stellen.

§ 11. Wordt als exploitatiezetel beschouwd elke permanente infrastructuur van waaruit de natuurlijke en rechtspersonen, bedoeld in de § 1 tot 3, bewakings- of beveiligingsactiviteiten organiseren.

§ 12. Wordt als onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een activiteit uitoefent bestaande uit het aan derden verstrekken van diensten van advies ter voorkoming van strafbare feiten tegen personen of goederen, met inbegrip van het uitwerken, uitvoeren en evalueren van doorlichtingen, analyses, strategieën, concepten, procedures en trainingen op veiligheidsgebied.

In afwijking van het eerste lid wordt niet als een onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd :

1<sup>o</sup> de onderneming waarvan de activiteit inzake veiligheidsadvies niet als een afzonderlijke dienst wordt aangeboden en een inherent bestanddeel uitmaakt van een andere hoofdactiviteit ;

2<sup>o</sup> de levering van de diensten van advies door de overheid ;

3° la fourniture de services de conseil en sécurité relatifs à des systèmes informatiques et à des données qui sont enregistrées, traitées ou transmises par ce biais.

§ 13. Est considéré comme un lieu accessible au public, tout lieu auquel d'autres personnes que le gestionnaire et les personnes qui y travaillent ont accès, soit parce qu'elles sont censées avoir habituellement accès à ce lieu, soit parce qu'elles y sont autorisées sans avoir été invitées de façon individuelle.

§ 14. Est considérée comme organisme de formation, toute personne morale ou personne physique qui organise une formation relative aux domaines, services et activités visés au présent article.

§ 15. Sont considérées comme « personnes qui assurent la direction effective », le dirigeant d'entreprise et toutes les personnes qui exercent une fonction d'autorité liée à l'exercice d'activités visées au présent article.

§ 16. Les entreprises qui font partie de la même société liée ou associée, au sens des articles 11 et 12 du Code des sociétés, ne sont pas considérées comme tiers pour l'application du présent article.

§ 17. Est considéré comme service de sécurité, tout service qui est organisé, au sein d'une entreprise de transport public en vue d'assurer la sécurité dans les lieux accessibles ou non au public qui sont gérés par l'entreprise de transport public.

Au sens de la présente loi, est considéré comme agent de sécurité, tout membre du personnel d'une entreprise de transport public travaillant dans le cadre d'un service de sécurité.

Les obligations générales et les compétences d'une part des services de sécurité et d'autre part des agents de sécurité, sont les mêmes que celles d'une part des services internes de gardiennage visés au § 2, et d'autre part des agents de gardiennage relevant d'un service interne de gardiennage. Les obligations et compétences supplémentaires et spécifiques des services de sécurité et des agents de sécurité sont définies aux articles 13.1 à 13.17.

Par dérogation à l'alinéa 3 et aux articles 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, et 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, les conditions de formation auxquelles doit répondre le personnel dirigeant et

3° de levering van diensten van veiligheidsadvies met betrekking tot informaticasystemen en van gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen.

§ 13. Wordt als een voor het publiek toegankelijke plaats beschouwd elke plaats waar andere personen dan de beheerder en de personen die er werkzaam zijn toegang hebben ofwel omdat ze geacht worden gewoonlijk toegang te hebben tot die plaats, ofwel omdat ze er toegelaten zijn zonder individueel te zijn uitgenodigd.

§ 14. Wordt als opleidingsinstelling beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een opleiding organiseert met betrekking tot domeinen, diensten en activiteiten zoals bedoeld in dit artikel.

§ 15. Wordt onder « personen die de werkelijke leiding hebben » verstaan de bedrijfsleider en alle personen met een gezagsfunctie, die aan de uitoefening van activiteiten zoals bedoeld in dit artikel leiding geven.

§ 16. Ondernemingen die behoren tot dezelfde verbonden of geassocieerde vennootschap, in de zin van de artikelen 11 en 12 van het Wetboek van vennootschappen, worden voor de toepassing van dit artikel niet als derden beschouwd.

§ 17. Wordt als een veiligheidsdienst beschouwd, elke dienst die in de schoot van een openbare vervoersmaatschappij is georganiseerd met het oog op het verzekeren van de veiligheid op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen, die door de openbare vervoersmaatschappij worden uitgebaat.

In de zin van deze wet wordt als veiligheidsagent beschouwd, elk personeelslid van een openbare vervoersmaatschappij, werkzaam in het kader van een veiligheidsdienst.

De algemene verplichtingen en de bevoegdheden van enerzijds de veiligheidsdiensten en anderzijds van de veiligheidsagenten, zijn dezelfde als deze van enerzijds de interne bewakingsdiensten, bedoeld in § 2, en anderzijds van de bewakingsagenten, behorend tot een interne bewakingsdienst. De bijkomende, specifieke verplichtingen en bevoegdheden van de veiligheidsdiensten en van de veiligheidsagenten, zijn bepaald in de artikelen 13.1 tot 13.17.

In afwijking van het derde lid en van de artikelen 5, eerste lid, 5<sup>o</sup>, en 6, eerste lid, 5<sup>o</sup>, worden de opleidingsvoorwaarden waaraan het leidinggevend en uitvoerend



d'exécution des services de sécurité, sont déterminées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

§ 18. Au sens de la présente loi, est considérée comme entreprise de recherche privée, toute personne physique ou morale fournissant à des tiers des services consistant à leur procurer des preuves qui sont collectées ou à les informer de faits qui sont constatés par le traitement d'informations relatives à des personnes physiques ou morales ou concernant des circonstances entourant des faits commis par celles-ci en vue de préserver les intérêts d'une autre personne physique ou morale.

§ 19. Au sens de la présente loi, est considéré comme service interne de recherche privée, tout service organisé au sein d'une entreprise, pour des besoins propres, aux fins d'exercer une activité visée au § 12.

§ 20. Par traitement d'informations au sens de la présente loi, on entend toute opération ou tout ensemble d'opérations, appliquées à des données concernant des personnes morales ou des personnes physiques, visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

### Art. 3

À l'article 2 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 16 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés à l'article 1<sup>er</sup> » sont insérés entre les mots « Nul ne peut offrir les services d'une entreprise de gardiennage » et les mots « ou organiser ceux d'un service interne de gardiennage » ;

b) au § 1<sup>er</sup>, entre les premier et deuxième alinéas, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Seules les entreprises de gardiennage autorisées par le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions peuvent offrir ou exécuter des services de gardiennage visés à l'article 1<sup>er</sup>. L'entreprise de gardiennage doit être autorisée pour tout service ou activité de gardiennage énuméré par la loi, qu'elle propose ou exécute. » ;

c) le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

personeel van de veiligheidsdiensten moet voldoen, bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 18. In de zin van deze wet wordt als een onderneming voor privaat onderzoek beschouwd, elke natuurlijke of rechtspersoon die diensten levert aan derden bestaande uit het verschaffen van verzamelde bewijzen of hen in te lichten over vastgestelde feiten, bekomen door de verwerking van informatie betreffende natuurlijke of rechtspersonen of aangaande de toedracht van door hen begane feiten met het oogmerk de belangen van een andere natuurlijke of rechtspersoon te vrijwaren.

§ 19. In de zin van deze wet wordt als een interne dienst voor privaat onderzoek beschouwd, elke dienst die in een onderneming ten eigen behoeve wordt georganiseerd voor het uitoefenen van een onder § 12 bedoelde activiteit.

§ 20. Onder verwerking van informatie wordt in de zin van deze wet verstaan elke bewerking of geheel van bewerkingen met betrekking tot gegevens over rechtspersonen of persoonsgegevens, zoals bedoeld in artikel 1, § 2, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van persoonsgegevens.

### Art. 3

In artikel 2 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 16 januari 2013 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, worden de woorden « zoals opgesomd in artikel 1 van deze wet » ingevoegd tussen de woorden « Niemand mag de diensten van een bewakingsonderneming » en het woord « aanbieden » ;

b) in § 1, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

« Enkel de door de minister van Binnenlandse Zaken vergunde bewakingsondernemingen mogen diensten van bewaking zoals opgesomd door de wet in haar artikel 1 aanbieden of uitvoeren. De bewakingsonderneming moet vergund zijn voor elke door de wet opgesomde bewakingsdienst of activiteit die zij aanbiedt en/of uitvoert. » ;

c) paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Une entreprise de gardiennage autorisée ne peut pas externaliser par sous-traitance les activités énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, sauf dans les cas suivants :

1° si la sous-traitance s'effectue entre entreprises de gardiennage qui disposent d'une autorisation comme entreprise de gardiennage et qui sont des sociétés liées au sens de l'article 11 du Code des sociétés ;

2° si, dans le cadre de la mission, des modifications imprévisibles se produisent avant ou pendant l'exécution des services ;

3° si, pour les activités de gardiennage et de surveillance d'événements, l'entrepreneur principal est une entreprise autorisée et qu'il ne travaille qu'avec un sous-traitant autorisé et qu'il fait part préalablement de la collaboration. Les coordonnées d'une personne de contact sont communiquées aux autorités et, en particulier, à la police, avant le début de l'événement ;

4° les services ou activités organisés sous la direction ou sous le contrôle de la police ou d'autres services publics ne peuvent être effectués en sous-traitance. » ;

d) dans le § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Les entreprises de gardiennage ne peuvent exercer d'autres activités que celles énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, pour lesquelles elles ont obtenu l'autorisation visée au § 1<sup>er</sup>. Elles peuvent cependant être agréées pour exercer les activités visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, et être autorisées à exercer les activités visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 6. » ;

e) au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les entreprises de gardiennage ne peuvent exercer les activités visées à l'article 1<sup>er</sup> au bénéfice de personnes morales de droit public, sauf autorisation du ministre de l'Intérieur. » ;

f) le § 2 est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Cette autorisation est soumise aux règles suivantes :

a) elle est valable pour la durée totale de la mission, sauf modification fondamentale des modalités ;

b) elle est demandée à partir de l'attribution de la mission par la personne morale de droit public, et

« Een vergunde bewakingsonderneming mag de in artikel 1 opgesomde activiteiten niet in onderaanneming uitbesteden tenzij in de volgende gevallen :

1° onderaanneming tussen bewakingsondernemingen die vergund zijn als bewakingsonderneming en verbonden vennootschappen zijn in de zin van artikel 11 van het Wetboek van de vennootschappen;

2° indien zich binnen de opdracht – voor of tijdens de uitvoering van de diensten – wijzigingen voordoen die onvoorzienbaar zijn ;

3° voor activiteiten van bewaking en toezicht op evenementen. Mits de hoofdaannemer ( leiding en regie) een vergunde onderneming is en deze enkel werkt met een vergunde onderaannemer en hij vooraf de samenwerking kenbaar maakt. De overheid en in het bijzonder de politie moet 1 aan te duiden contactpersoon verkrijgen voor aanvaang van het evenement ;

4° diensten of activiteiten die onder regie of controle vallen van politie of andere overheidsdiensten mogen niet in onderaanneming uitgevoerd worden. » ;

d) in § 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De bewakingsondernemingen mogen geen andere activiteiten uitoefenen dan die opgesomd in artikel 1 en waarvoor zij een krachtens § 1 verleende vergunning hebben verkregen. Zij kunnen nochtans erkend worden om de in artikel 1, § 3, bedoelde activiteiten uit te oefenen en vergund worden om de in artikel 1, § 6, bedoelde activiteiten uit te oefenen. » ;

e) in § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De bewakingsondernemingen mogen de in artikel 1 bedoelde activiteiten niet uitoefenen ten behoeve van publiekrechtelijke rechtspersonen behoudens toestemming van de minister van Binnenlandse Zaken. » ;

f) § 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Deze toestemming is onderworpen aan de volgende regels :

a) zij geldt voor de gehele duur van de opdracht, tenzij een grondige wijziging in de uitvoeringsmodaliteiten ;

b) zij wordt aangevraagd vanaf de toewijzing door de publiekrechtelijke rechtspersoon van de opdracht

uniquement par l'entreprise de gardiennage à laquelle le marché est attribué ;

c) les services à effectuer dans le cadre de la mission peuvent être accomplis à compter de la demande d'autorisation ; l'autorisation est accordée dans un délai de quatorze jours. En cas de dépassement de ce délai, l'autorisation est réputée avoir été accordée. » ;

g) dans le § 4, les mots « d'argent et » sont insérés entre les mots « transport international » et les mots « de valeurs ».

#### Art. 4

Dans l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots « , § 1<sup>er</sup>, » sont abrogés.

#### Art. 5

L'article 4*bis* de la même loi, inséré par la loi du 10 juin 2001 et modifié par la loi du 7 mai 2004, est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. L'autorisation ou l'agrément est retiré de plein droit dans les cas suivants :

1° lorsque l'entreprise, l'organisme ou l'entreprise organisant un service se trouve en état de faillite ;

2° lorsque la personne physique, qui est également une entreprise ou un organisme, a été radiée du registre national des personnes physiques pour cause de décès ou de départ à l'étranger sans laisser de nouvelle adresse, ou si elle a été radiée d'office ;

3° lorsque l'inscription de la personne morale, qui est également une entreprise ou l'entreprise à laquelle appartient un service ou l'organisme, a été radiée ou supprimée de la Banque-Carrefour des entreprises ;

4° lorsque l'autorité compétente a constaté que l'entreprise ou l'organisme ne satisfait pas à la condition prévue à l'article 4*quater*, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi ;

5° lorsque l'autorité compétente a constaté que l'entreprise, le service ou l'organisme a obtenu l'autorisation ou l'agrément sur la base de déclarations fausses ou trompeuses ;

en enkel door de bewakingsonderneming aan wie de opdracht is gegund ;

c) de in het kader van de opdracht uit te voeren diensten mogen uitgevoerd worden vanaf de aanvraag tot toestemming ; de minister verleent of weigert de toestemming binnen de veertien dagen ; indien deze termijn wordt overschreden wordt de toestemming geacht verleend te zijn. » ;

g) in § 4 worden de woorden « geld en » ingevoegd tussen de woorden « internationaal vervoer van » en het woord « waarden ».

#### Art. 4

In artikel 3 van dezelfde wet, worden in het eerste lid de woorden « , § 1 » opgeheven.

#### Art. 5

Artikel 4*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 juni 2001 en gewijzigd bij de wet van 7 mei 2004, wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. De vergunning of de erkenning wordt van rechtswege ingetrokken in de volgende gevallen :

1° wanneer de onderneming, de instelling of de onderneming die een dienst organiseert zich in staat van faillissement bevindt ;

2° wanneer de natuurlijke persoon, tevens onderneming of instelling, geschrapt is in het rijksregister van de natuurlijke personen wegens overlijden, wegens vertrek naar het buitenland zonder een nieuw adres na te laten of indien hij ambtshalve geschrapt is ;

3° wanneer de inschrijving van de rechtspersoon, tevens onderneming of onderneming waartoe een dienst behoort of de instelling, is doorgehaald of geschrapt in de Kruispuntbank voor ondernemingen ;

4° wanneer de bevoegde overheid heeft vastgesteld dat de onderneming of de instelling niet voldoet aan de voorwaarde van artikel 4*quater*, eerste lid, van de wet ;

5° wanneer de bevoegde overheid heeft vastgesteld dat de onderneming, de dienst of de instelling de vergunning of de erkenning heeft verkregen op basis van onjuiste of bedrieglijke verklaringen ;

6° lorsque l'autorité compétente a constaté que l'entreprise, le service ou l'organisme ne répond plus aux conditions fixées par l'autorité compétente en application de l'article 4bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, concernant le nombre minimum de membres du personnel et les moyens organisationnels, techniques et d'infrastructure dont l'entreprise doit disposer ;

7° lorsque l'autorité compétente a constaté que l'entreprise ou le service ne répond plus aux conditions d'assurance visées à l'article 3 de la loi.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, 2° à 7°, l'entreprise, le service ou l'organisme est informé par courrier recommandé qu'un retrait de plein droit de l'autorisation ou de l'agrément est envisagé, ainsi que des motifs de ce retrait. L'entreprise, le service ou l'organisme dispose d'un délai de trente jours à dater de la notification de ce courrier pour contredire le constat effectué. »

#### Art. 6

Dans la même loi il est inséré un article 4quater, rédigé comme suit :

« Art. 4quater. Les entreprises et organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, ne peuvent pour être autorisées ou agréées ou pour obtenir le renouvellement, avoir de dettes fiscales ou sociales équivalentes ou supérieures à 2 500 euros, sauf si un plan d'apurement est correctement respecté.

Les entreprises et organismes ne peuvent compter parmi les administrateurs, gérants, mandataires, personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou l'organisme ou personnes exerçant le contrôle de l'entreprise ou de l'organisme au sens de l'article 5 du Code des sociétés, des personnes physiques ou morales :

1° à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités ;

2° qui, dans les cinq années écoulées, ont été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 213, 229, 231, 265, 314, 315, 456, 4°, ou 530 du Code des sociétés, ou pour lesquelles le tribunal n'a pas prononcé l'excusabilité

6° wanneer de bevoegde overheid heeft vastgesteld dat de onderneming, de dienst of de instelling niet meer voldoet aan de door de Koning ter uitvoering van artikel 4bis, § 1, eerste lid, vastgestelde vereisten inzake het minimum aantal personeelsleden en organisatorische, technische en infrastructurele middelen waarover de onderneming moet beschikken ;

7° wanneer de bevoegde overheid heeft vastgesteld dat de onderneming of de dienst niet meer voldoet aan de verzekeringsvereisten bedoeld in artikel 3 van de wet.

In de gevallen, bedoeld in het vorige lid, 2° tot 7°, wordt de onderneming, de dienst of de instelling er middels een aangetekend schrijven over geïnformeerd dat een intrekking van rechtswege van de vergunning of erkenning wordt beoogd en om welke redenen. Hij beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de notificatie van deze brief om de gedane vaststelling te betwisten. »

#### Art. 6

In dezelfde wet wordt een artikel 4quater ingevoegd, luidende :

« Art. 4quater. De ondernemingen en instellingen bedoeld in artikel 1, mogen, om vergund of erkend te worden of daartoe de vernieuwing te bekomen, geen fiscale en sociale schulden hebben gelijk aan of hoger dan 2 500 euro, tenzij er een afbetalingsplan correct wordt nageleefd.

De ondernemingen en instellingen mogen onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers, personen bevoegd om de onderneming of instelling te verbinden of personen die de controle uitvoeren over de onderneming of instelling in de zin van artikel 5 van het Wetboek van vennootschappen, geen natuurlijke personen of rechtspersonen hebben :

1° aan wie het uitoefenen van dergelijke functies verboden is krachtens het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen ;

2° die de voorbije vijf jaar aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap met toepassing van de artikelen 213, 229, 231, 265, 314, 315, 456, 4°, of 530 van het Wetboek van vennootschappen, of die door de rechtbank niet

sur la base de l'article 80 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ;

3° qui, dans les trois années écoulées, ont été impliquées dans une faillite ou ont eu des dettes fiscales ou sociales équivalentes ou supérieures à 2 500 euros, sauf si un plan d'apurement est correctement respecté. »

#### Art. 7

Dans l'article 5 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 28 avril 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les mots « au cours des cinq années qui précèdent » sont remplacés par les mots « au cours de l'année qui précède » ;

b) le 6° est complété par la phrase suivante :

« Les agents en formation qui ne réussissent pas l'examen de l'école de police peuvent se reconverter en agents de gardiennage sans période d'attente, pour autant qu'ils suivent une formation reconnue et légale ; » ;

c) le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° ne pas travailler simultanément pour une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage actif dans le milieu festif et une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage actif en dehors de ce milieu ; » ;

d) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 13° et 14° rédigés comme suit :

« 13° ne pas avoir exercé de fonction dirigeante, au cours des deux années précédant la demande d'autorisation, dans une entreprise de gardiennage ou autre ayant fait l'objet d'une faillite frauduleuse ;

14° ne pas avoir été condamné personnellement ou ne pas avoir exercé de fonction dirigeante dans une entreprise qui a déjà été condamnée pour non-amortissement de dettes sociales, fiscales ou salariales, pour non-paiement de cotisations au fonds de sécurité d'existence du secteur du gardiennage ou non-paiement des redevances au SPF Intérieur. »

verschoonbaar zijn verklaard op basis van artikel 80 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 ;

3° die de voorbije drie jaar verwickeld waren in een faillissement of die fiscale of sociale schulden hebben gelijk aan of hoger dan 2 500 euro, tenzij er een afbetalingsplan correct wordt nageleefd. »

#### Art. 7

In artikel 5 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 28 april 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het 6° wordt het woord « vijf » vervangen door het woord « één » ;

b) het 6° wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Agenten die in opleiding zijn en niet slagen voor de politieschool kunnen mits erkende en wettelijke opleiding tot bewakingsagent de overstap zetten zonder wachttijd ; » ;

c) het 9° wordt vervangen als volgt :

« 9° niet tegelijkertijd in dienst zijn van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst die actief is in het uitgaansleven en van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst die actief is buiten het uitgaansleven ; » ;

d) het eerste lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 13° en 14°, luidende :

« 13° geen leidinggevende functie hebben uitgevoerd, binnen de twee jaar voorafgaandelijk aan de aanvraag van de vergunning, in een onderneming (bewakingsonderneming of andere) die het voorwerp uitmaakte van een frauduleus faillissement ;

14° niet persoonlijk zijn veroordeeld geweest of niet tewerkgesteld geweest zijn als leidinggevenden in een onderneming die veroordeeld is geweest in het verleden voor het niet aflossen van sociale, fiscale of loonschulden, noch voor bijdragen aan het Fonds voor de Bestaanszekerheid in de bewakingssector, noch voor het niet betalen van de retributies aan de FOD Binnenlandse Zaken. »

## Art. 8

Dans l'article 6 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 28 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase introductive, le mot « exécutive » est inséré entre le mot « fonction » et les mots « que celles qui sont visées » ;

b) dans le 1<sup>o</sup>, les deuxième et troisième phrases sont remplacées par ce qui suit :

« Les personnes qui prestent des services mobiles dans le cadre des activités énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, ne peuvent être déchues ou ne peuvent, dans les trois dernières années, avoir été déchues du droit de conduire un véhicule à moteur et doivent avoir satisfait aux examens éventuellement imposés en application de l'article 38 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les personnes qui exercent des activités visées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent avoir été condamnées, même avec sursis, à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison. » ;

c) dans le 6<sup>o</sup>, les mots « au cours des cinq années qui précèdent » sont remplacés par les mots « au cours de l'année qui précède » ;

d) le 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 9<sup>o</sup> ne pas travailler simultanément pour une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage actif dans le milieu festif et une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage actif en dehors de ce milieu ; » ;

e) l'alinéa est complété par les 12<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 12<sup>o</sup> ne pas avoir exercé de fonction dirigeante, au cours des deux années précédant la demande d'autorisation, dans une entreprise de gardiennage ou autre ayant fait l'objet d'une faillite frauduleuse ;

13<sup>o</sup> ne pas avoir été condamné personnellement ou ne pas avoir exercé de fonction dirigeante dans une

## Art. 8

In artikel 6 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 28 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende zin wordt het woord « uitvoerende » ingevoegd tussen het woord « andere » en het woord « functie » ;

b) in het 1<sup>o</sup> worden de tweede en derde zin vervangen als volgt :

« Personen die mobiele diensten uitvoeren in het kader van de in artikel 1 opgesomde activiteiten, mogen niet vervallen zijn of mogen gedurende de laatste drie jaar niet vervallen geweest zijn van het recht om een motorvoertuig te besturen en moeten voldaan hebben aan de examens en onderzoeken die eventueel krachtens artikel 38 van de wet 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, werden opgelegd.

Personen die activiteiten uitoefenen zoals bedoeld in artikel 1, mogen, in afwijking van het eerste lid, niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer, tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete, een werkstraf of een gevangenisstraf. » ;

c) in het 6<sup>o</sup> wordt het woord « vijf » vervangen door het woord « één » ;

d) het 9<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 9<sup>o</sup> niet tegelijkertijd in dienst zijn van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst die actief is in het uitgaansleven en van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst die actief is buiten het uitgaansleven ; » ;

e) het lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 12<sup>o</sup> en 13<sup>o</sup>, luidende :

« 12<sup>o</sup> geen leidinggevende functie hebben uitgevoerd, binnen de twee jaar voorafgaandelijk aan de aanvraag van de vergunning, in een onderneming (bewakingsonderneming of andere) die het voorwerp uitmaakte van een frauduleus faillissement ;

13<sup>o</sup> niet persoonlijk zijn veroordeeld geweest of niet tewerkgesteld geweest zijn als leidinggevende in

entreprise qui a déjà été condamnée pour non-amortissement de dettes sociales, fiscales ou salariales, pour non-paiement de cotisations au fonds de sécurité d'existence du secteur du gardiennage ou non-paiement des redevances au SPF Intérieur. »

#### Art. 9

Dans l'article 8 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 28 avril 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) le dernier alinéa du § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'exercice des activités visées à l'article 1<sup>er</sup> sur la voie publique, aucune arme ne peut être portée sauf si le Roi en dispose autrement. » ;

b) dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « article 1<sup>er</sup>, §§ 1<sup>er</sup>, 3 et 6 » sont remplacés par les mots « article 1<sup>er</sup> » ;

c) dans le § 3, alinéa 4, les mots « article 1<sup>er</sup>, §§ 1<sup>er</sup> et 3 » sont remplacés par les mots « article 1<sup>er</sup> » ;

d) le § 3 est complété par les alinéas suivants :

« Le SPF Intérieur informe la première entreprise de gardiennage ou toute entreprise de gardiennage précédente qui a demandé et obtenu une carte d'identification pour un agent de gardiennage chaque fois qu'une nouvelle entreprise de gardiennage demande et obtient une carte d'identification pour le même exécutant.

Les candidats agents de gardiennage encore en formation qui sont en septième année de spécialisation de l'enseignement secondaire peuvent une seule fois suivre une formation en entreprise au sein d'une entreprise de gardiennage dans les conditions déterminées par le Roi.

Cette formation doit répondre aux conditions suivantes :

1° sa durée ne peut excéder quatre heures consécutives ;

2° elle est ouverte uniquement aux élèves qui suivent la septième année de spécialisation en sécurité de l'enseignement secondaire et qui y sont régulièrement inscrits ;

een onderneming die veroordeeld is geweest in het verleden voor het niet aflossen van sociale, fiscale of loonschulden, noch voor bijdragen aan het Fonds voor de Bestaanszekerheid in de bewakingssector, noch voor het niet betalen van de retributies aan de FOD Binnenlandse Zaken. »

#### Art. 9

In artikel 8 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 28 april 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 wordt het vijfde lid aangevuld als volgt :

« Voor het uitoefenen van de activiteiten zoals opgesomd in artikel 1 die worden uitgevoerd op de openbare weg, mogen geen wapens worden gedragen, tenzij anders bepaald door de Koning. » ;

b) in § 3, eerste lid, worden de woorden « artikel 1, §§ 1, 3 en 6 » vervangen door de woorden « artikel 1 » ;

c) in § 3, vierde lid, worden de woorden « artikel 1, §§ 1 en 3 » vervangen door de woorden « artikel 1 » ;

d) § 3 wordt aangevuld met de volgende leden :

« De FOD Binnenlandse Zaken informeert de eerste bewakingsonderneming, of elke eerdere bewakingsonderneming, die voor een bewakingsagent een identificatiekaart aanvraeg en kreeg telkens wanneer een volgende bewakingsonderneming een identificatiekaart aanvraagt en krijgt voor dezelfde uitvoerende.

Kandidaat-bewakingsagenten, nog in opleiding binnen het zevende specialisatiejaar secundair onderwijs, mogen eenmalig werkplekklaren volgen binnen een bewakingsonderneming, onder de voorwaarden zoals bepaald door de Koning.

Onderstaande voorwaarden zijn hiervoor van toepassing :

1° de duur van het werkplekklaren mag maximaal vier uur aaneengesloten zijn ;

2° enkel voor leerlingen die de veiligheidsopleiding van het zevende specialisatiejaar secundair onderwijs volgen en hiervoor rechtmatig zijn ingeschreven ;

3° elle est ouverte uniquement aux élèves visés au 2° qui ont réussi l'examen de droit ;

4° elle fait l'objet d'une autorisation et d'un accord de la part de l'entreprise ou du service de gardiennage, qui décide de façon autonome des élèves qui suivront la formation, du lieu où celle-ci sera donnée et de sa durée ;

5° elle fait l'objet d'une autorisation de la part du SPF Intérieur ;

6° elle peut uniquement se dérouler dans des lieux fermés au public ou censés l'être ;

7° elle concerne uniquement des tâches de gardiennage sans port d'armes ;

8° elle ne peut pas être suivie dans des entreprises de gardiennage qui fournissent des services visés à l'article 1<sup>er</sup> à des cafés et des endroits où on danse ;

9° elle nécessite l'accord préalable du client qui accueillera la formation ;

10° elle nécessite des accords clairs, écrits et préalables en la matière entre l'entreprise de gardiennage et l'école secondaire concernée, y compris en ce qui concerne toutes les questions d'assurance et de responsabilité. » ;

e) le § 3*bis* est abrogé ;

f) le § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« Le Roi peut déterminer les moyens, méthodes, compétences des dirigeants et de leurs collaborateurs et procédures que les entreprises et les services peuvent ou doivent utiliser dans le cadre de l'exercice de leurs missions. » ;

g) il est inséré un § 5*bis*, rédigé comme suit :

« § 5*bis*. En ce qui concerne les activités qui ont lieu sous le contrôle et la direction de la police, les agents de gardiennage peuvent agir conformément aux dispositions de la loi relative à la détention préventive. » ;

h) le § 6*bis* est remplacé par ce qui suit :

« § 6*bis*. Le contrôle des vêtements, des biens et des véhicules personnels à l'entrée d'un lieu est interdit, sauf lorsque le contrôle est réalisé uniquement en vue de détecter des armes ou objets dont l'introduction dans

3° enkel voor leerlingen zoals in b) bedoeld en die geslaagd zijn in het examen recht ;

4° mits toestemming en akkoord van de bewakingsonderneming of dienst die autonoom beslist over de leerlingen, de plaats en de duur van het werkplekklaren ;

5° mits toestemming van de FOD Binnenlandse Zaken (*pre-screening*) ;

6° enkel op plaatsen waar geen publiek aanwezig is of waar geen publiek wordt geacht aanwezig te zijn ;

7° enkel voor niet-gewapende bewakingsopdrachten ;

8° niet mogelijk binnen bewakingsondernemingen die diensten leveren zoals bedoeld in artikel 1 aan cafés en dansgelegenheden (« uitgaansleven ») ;

9° mits voorafgaand akkoord van de klant op wiens site het werkplekklaren zal doorgaan ;

10° mits duidelijke, geschreven en voorafgaande afspraken hieromtrent tussen de bewakingsonderneming en de betrokken secundaire school, met inbegrip van alle verzekerings- en aansprakelijkheidskwesties. » ;

e) § 3*bis* wordt opgeheven;

f) in § 5, eerste lid, wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« De Koning kan de middelen, methodes, bevoegdheden van leidinggevers en hun medewerkers en procedures bepalen die de ondernemingen en diensten kunnen of moeten aanwenden bij het uitoefenen van hun opdrachten. » ;

g) er wordt een § 5*bis* ingevoegd, luidende :

« § 5*bis*. Bewakingsagenten kunnen optreden conform de bepalingen van de wet op de voorlopige hechtenis. Dit voor activiteiten onder controle en regie van de politie. » ;

h) § 6*bis* wordt vervangen als volgt :

« § 6*bis*. De controle van de kledij, goederen en voertuigen van personen bij de toegang tot een plaats is verboden, behoudens wanneer de controle uitsluitend gericht is op het opsporen van wapens of voorwerpen



le lieu peut mettre en péril la sécurité, et, s'il s'agit d'activités se déroulant dans un lieu accessible au public, après que le bourgmestre compétent a donné son accord, conformément aux modalités fixées par le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions.

Les contrôles visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont soumis aux conditions cumulatives suivantes :

1° ils ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'activités de contrôle de personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> ;

2° ils sont réalisés uniquement par des agents de gardiennage du même sexe que la personne contrôlée ;

3° ils ne peuvent être réalisés que si la personne concernée se soumet volontairement au contrôle. Si la personne s'y oppose, l'accès peut lui être refusé ;

4° ils consistent exclusivement en une palpation superficielle des vêtements de la personne et en un contrôle des biens qui ont été déposés par elle, qu'elle porte sur elle ou dans ses bagages à main. Cette disposition n'est pas d'application dans le cadre de la sûreté aérienne, où un examen manuel des vêtements et des bagages à main est autorisé, et dans le cadre de toute autre activité de gardiennage déterminée par le Roi.

Les agents de gardiennage peuvent refuser l'accès aux lieux dans lesquels un contrôle d'accès est instauré, à quiconque s'oppose à ce contrôle ou si l'on constate qu'il ou elle est en possession d'une arme ou d'objets dont l'introduction dans le lieu peut mettre en péril la sécurité ou d'un autre objet interdit tel que défini par une réglementation de sécurité spécifique. » ;

i) dans le § 6<sup>quater</sup>, la phrase introductive est remplacée par ce qui suit :

« Le contrôle des vêtements, des biens et des véhicules personnels à la sortie d'un lieu est interdit, sauf s'il est exercé à des fins de sécurité. » ;

j) le § 10 est abrogé ;

k) dans le § 11, l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est remplacé par ce qui suit :

waarvan het binnenbrengen in een plaats, de veiligheid in het gedrang kan brengen en nadat, ingeval de activiteiten plaatsvinden in een voor het publiek toegankelijke plaats, de bevoegde burgemeester overeenkomstig de door de minister van Binnenlandse Zaken bepaalde regels zijn toestemming hiertoe heeft verleend.

De in het eerste lid bedoelde controles zijn onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij kunnen enkel uitgevoerd worden in het kader van activiteiten zoals bedoeld in artikel 1 waarbij activiteiten van persoonscontrole worden uitgevoerd ;

2° zij gebeuren uitsluitend door bewakingsagenten van hetzelfde geslacht als de gecontroleerde persoon ;

3° zij kunnen enkel uitgevoerd worden indien de betrokken persoon zich vrijwillig aan de controle onderwerpt. Bij weigering kan de toegang worden ontzegd ;

4° zij bestaan uitsluitend uit een oppervlakkige betasting van de kledij van de persoon en de controle van de door hem voorgelegde goederen die hij op zich of in zijn handbagage draagt ; deze bepaling geldt niet binnen het kader van de luchtvaartbeveiliging waar een manueel onderzoek van kledij en handbagage is toegelaten en binnen het kader van elke andere bewakingsactiviteit zoals door de Koning bepaald.

De bewakingsagenten kunnen aan eenieder die zich tegen deze controle verzet of bij wie is vastgesteld dat hij of zij in het bezit is van een wapen, of voorwerpen waarvan het binnenbrengen in een plaats de veiligheid in het gedrang kan brengen, of van een ander verboden voorwerp zoals bepaald door een specifieke veiligheidsreglementering, de toegang tot de plaatsen waarop de toegangscontrole betrekking heeft, ontzeggen. » ;

i) in § 6<sup>quater</sup>, eerste lid, wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« De controle van kledij, goederen en voertuigen van personen bij het verlaten van een plaats is verboden, behoudens indien de controle een veiligheidsfinaliteit heeft. » ;

j) § 10 wordt opgeheven ;

k) in § 11, eerste lid, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

« 1° lorsque ce contrôle est exercé à des fins de sécurité ; ».

Art. 10

L'article 11, § 3, de la même loi, modifié par les lois du 9 juin 1999 et du 10 juin 2001, est abrogé.

24 février 2014.

« 1° wanneer deze controle een veiligheidsfinaliteit heeft ; ».

Art. 10

Artikel 11, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 9 juni 1999 en 10 juni 2001, wordt opgeheven.

24 februari 2014.

Guido DE PADT.